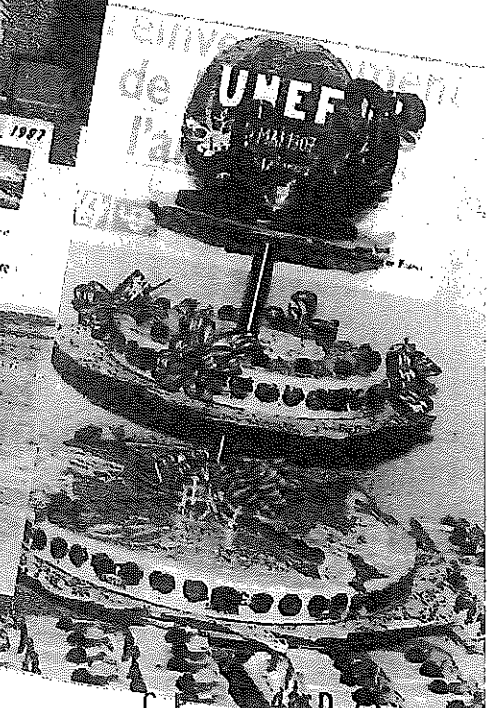
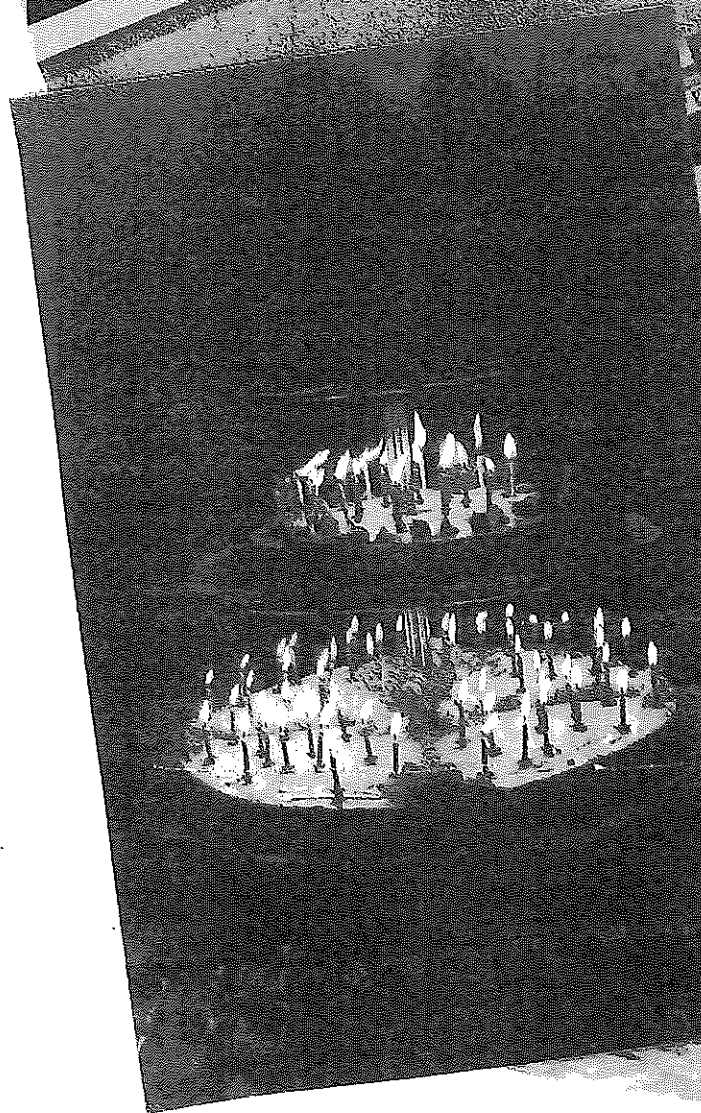
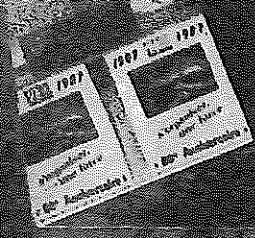


72, rue de Clichy, 75009 PARIS
42.81.33.11

AGEIR

Courrier des Directions d'AGE



Sommaire... Sommaire... Sommaire

- P.2 ♦ EDITO
- P.3 ♦ MOUVEMENT DE MEDECINE
- P.5 ♦ AU CONGRES J'Y VA
TOUT DE SUITE
- P.6 ♦ DE L'UTILITE DU LOGE-
MENT UNIVERSITAIRE
- P.7 ♦ SCHWARTZ AVANT LA
LETTRE
- ♦ ELECTIONS AU C.N.O.
- P.8 ♦ EXAMENS COUPERETS :
RECALES
- P.9 ♦ TOULOUSE : DITES 43 !
- P.12 ♦ RAPPORT DU B.N.
- P.23 ♦ LE 14 JUIN
- P.24 ♦ LES EXAMENS
- P.28 ♦ L'ACCUEIL
- P.30 ♦ LE 72EME
CONGRES
- P.38 ♦ EN 1987, LE CROUS FIT
STOPPE A POITIERS
- P.39 ♦ LA REMISE DES CARTES :
QUELQUES ENJEUX
- P.41 ♦ ARTICLE 27
- P.43 ♦ 15 PLACES POUR LE
NICARAGUA
- P.44 ♦ INTERVENTION AUX
ETATS GENERAUX
- P.46 ♦ INTERVENTION AU CNIC
- P.47 ♦ SEMINAIRE SYSTEME
ACADEMIQUE ET ACCES

AGIR

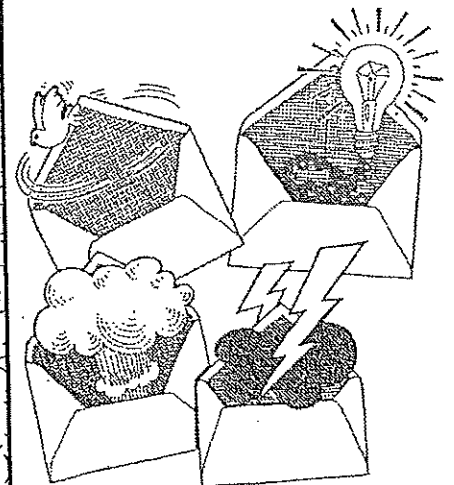
72, rue de Cléchy, 75009 PARIS - 42.81.33.11

Directeur de la publication :
Xavier AKNINE

Coordination de la Rédaction :
Emmanuel MARIN

Responsable des publicités :
Mohamed CHAFIK

Tirage : 1000 exemplaires
Prix du numéro : 5 Frs



Toute contribution, arti-
cle, photo, ... doit par-
venir à AGIR avant le 20
de chaque mois.
Après cette date, elle
passerait dans le Numéro
du mois suivant.

Photos 80è anniversaire de l'UNEF à MONTREUIL : au centre François LESCURE
(Responsable de l'UNEF en 1940-41)



AGIR!

Lors de notre Conférence Nationale des 11 et 12 avril dernier, nous avons pris une décision d'importance, puisqu'il s'agit du retraitage d'UNEF-INFORM.

Celui-ci actuellement en gestation devrait sortir sous peu. afin d'être envoyé à chacun de nos syndiqués

A tous ceux qui préconisaient une UNEF moribonde, nous répondons ainsi par la dynamique de l'information, signe de notre développement et de nos ambitions.

Notre 72^e congrès semble donc se placer sous des signes très prometteurs.

Mais, si notre préoccupation est de tenir chaque syndiqué au courant de la vie de l'Union Nationale, de ses activités, il va sans dire que cela ne peut se faire au détriment de nos responsables.

C'est pourquoi l'UNEF-INFORM ancienne formule (envoyée uniquement aux responsables) continuera d'exister sous le nom : AGIR!

L'idée directrice d'AGIR est d'être un lieu d'échange et de réflexion. Il contiendra donc les rapports des Collectifs Nationaux et une série d'articles de fond destinés à faire avancer notre réflexion sur des thèmes précis.

Il s'agit d'un lieu d'échange puisque ouvert à toute contribution permettant d'enrichir le débat.

AGIR montre dès lors, notre préoccupation constante de lier notre réflexion avec l'action au quotidien.

Emmanuel MARIN
Secrétaire National

Pour
que chaque
dirigeant(e) d'AGE reçoive
AGIR
tous changements au sein
du Bureau et d'adresse
doivent être
signalés

MAIS - DECINE

Il y a deux mois, les étudiants en médecine se sont mis en grève contre le projet de loi Barzach-Valade parcequ'il introduit une discrimination dans la formation des futurs médecins.

Ce projet apparaissait comme un retour en arrière imposé par le gouvernement, alors qu'un bilan de la réforme toujours en vigueur du 3^e cycle des études médicales (Loi Ralite) devait être fait. Mr Valade a bien essayé de faire croire qu'il ne s'agissait que d'un changement de termes insignifiant : les futurs spécialistes s'appelleraient internes, les futurs généralistes s'appelleraient résidents. Mais cette explication plus que rudimentaire n'eut aucun poids, c'était très clair : le gouvernement veut créer deux catégories d'étudiants pour former deux corps de médecins bien différents qui soigneront deux catégories de malades. Ceux qui auront les moyens iront voir les spécialistes issus de l'internat les autres se contenteront des soins des anciens résidents-résidés qui prescriront aux malades les médicaments que ces derniers auront les moyens de se procurer. C'est cela la logique du système de santé à plusieurs vitesses dans lequel ce projet de réforme des études médicales s'inscrit complètement.

Le mouvement des étudiants en médecine partit donc des CHU parisiens où l'UNEF est implantée : Kremlin-Bicêtre-La Pitié-Bobigny, pour s'étendre rapidement à tous les CHU parisiens et peu à peu à la province.

Ce qui fait qu'avec l'approche des examens, la grève ne se tint que dans 15 CHU sur 42. De plus, le mouvement resta pendant une longue période très corporatiste :



Ce n'est que dans les dernières semaines et devant l'intransigeance du gouvernement sourd à leurs revendications, que les étudiants ont élargi leur réflexion au problème global de la santé et de la protection sociale, et ont appelé au soutien des syndicats étudiants et de travailleurs.

L'UNEF, pour sa part, par la place qu'ont prise les copains dans certains CHU et au sein du Comité National inter-CHU, a permis de faire échouer toutes les tentatives de l'UID et de négociations en vue d'annuler le projet Barzach.

Ainsi, après le flou artistique de la bataille pseudo juridique du début du mouvement, on en est venu au mot d'ordre "Retrait-Bilan-Concerttation".

Pour autant, notre absence dans nombre de CHU n'a pas permis au mouvement d'aller au maximum de ses possibilités. Aujourd'hui, au bout de deux mois de grève, nous avons fait l'expérience de la ténacité du gouvernement à faire passer ses projets élitistes, coûte que coûte et à refuser la concertation.

Pourtant, on a rarement vu un mouvement étudiant aussi long et aussi déterminé à aboutir. Il n'y a qu'à voir l'impact du sit-in de 5 jours au Champ de Mars et l'ultime manifestation qui a réuni 2000 étudiants en médecine, de la Tour Eiffel à l'Assemblée Nationale, pour s'en persuader. En médecine, c'est la première fois qu'un tel mouvement se développe à contre courant des thèses élitistes avec lesquelles les mandarins abreuvent les étudiants depuis le début de leurs études.

Aujourd'hui, Valade veut faire passer le projet de loi à l'Assemblée. Le retrait et la concertation, il ne veut pas en entendre parler.

Les étudiants en médecine, qui reprennent peu à peu les stages et les cours, vont donc avoir à se fixer des perspectives pour l'avenir. Avant tout, il faut combattre tout sentiment d'échec total qui conduirait les étudiants désabusés à arrêter la grève, et à renoncer à toute lutte.

Il ont fait l'expérience de l'inefficacité d'un mouvement purement corporatiste, face à un projet qui s'inscrit dans toute une logique de politique universitaire.

Il y a urgence à faire apparaître le syndicat comme la seule perspective durable, efficace pour inverser le rapport de force et pour la satisfaction de leurs revendications

qui remettent en cause tout le cursus des études médicales.

C'est pourquoi nous devons nous fixer l'objectif dans chaque AGE de développer les associations UNEF existantes dans les CHU, en menant immédiatement une grande campagne d'adhésions, en premier lieu auprès de tous les étudiants qui sont restés actifs jusqu'au bout pour obtenir gain de cause.

Nos idées, nos propositions sur les études médicales sont largement partagées. Faisons les connaître : diffusons un 4 pages de propositions et d'appel à la syndicalisation. De même, nous pouvons l'utiliser pour créer une association UNEF dans les CHU où elle n'existe pas.

Au niveau national une première réunion de la coordination des associations UNEF des CHU parisiens a dégagé une première plate-forme de propositions qui a été diffusée au sit-in pendant lequel Xavier AKNINE, président de l'UNEF, a présenté une allocution portant sur l'enjeu de la syndicalisation en médecine

De même, l'UNEF a organisé un débat à la Pitié sur le thème "Internat pour tous, bilan et perspectives", avec la participation de Jack RALITE, ancien Ministre de la Santé.

Le responsable de cette coordination parisienne des CHU est Manip MSOME, en 3ème année de médecine à Bobigny. Ce travail peut tout à fait constituer les bases de la création d'un secteur Santé de l'UNEF sur toute la France, en intégrant au plus vite des copains de CHU de province.

à suivre ...)

AU CONGRES ??

j'y va tout de suite...

"Veux-tu être délégué au 72ème Congrès de l'UNEF?". Cette phrase, certains d'entre nous, risquent de la prononcer de plus en plus souvent d'ici à Novembre prochain. Préparer un congrès, tel que nous le faisons, nécessite de faire des étapes qui nous permettent d'agrandir, de consolider, de structurer notre organisation.

Les politiques universitaires gouvernementales qui se succèdent nous donnent du fil à retordre. Comment pouvons-nous aller plus loin?; Comment gagner? Cette question revient sans cesse, elle est au coeur des luttes des étudiants en médecine.

Rassembler les étudiants, structurer les associations, renforcer le syndicat nous donne de l'ambition. Dans nos AGE chaque copain a la volonté de syndiquer le plus d'étudiants, le plus vite possible.

L'épanouissement dans la lutte, l'intégration de tous les adhérents c'est un objectif en soi. Peut-être beaucoup d'entre nous se posent la question "que peut faire le congrès pour cela?" Avec le congrès nous allons plus loin dans notre orientation.

Nous partageons les expériences, nous luttons pour gagner. Chacun peut prendre sa place pour gagner le renforcement de l'UNEF. Cela passe aussi par mieux maîtriser l'orientation, argumenter sur les luttes et leur organisation.

Que chacun puisse participer au congrès de l'UNEF. Cela va devenir un enjeu. Il n'est pas question d'envoyer son élite pour voir ce qui se passe à Saint Etienne. C'est pour cela que le délégué est aussi bien le président d'AGE que l'adhérent. Une délégation, c'est son ouverture qui fait sa richesse, sa garantie de succès.

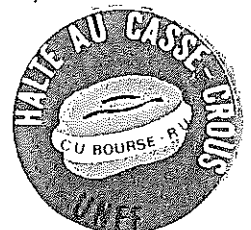
On peut dire dès maintenant: "je suis délégué au congrès et je me bat pour faire grandir mon organisation" Y aurait-il une époque, une date pour devenir délégués? Bien au contraire, nous avons déjà trop tardé pour commencer à installer des Tableaux dans nos locaux pour inscrire nos adhérents comme délégués au Congrès.

Reprendre sa carte, c'est aussi l'occasion de donner son accord pour sa participation. Peut-être y a-t-il des réticence à commencer dès maintenant à former sa délégation; on peut toujours dire que c'est trop tôt, mais nous devons faire attention... avant qu'il ne soit trop tard.



Badges Grandeur Nature (3 couleurs):
Prix de vente : 10 Frs
Prix AGE : 5 Frs

(A commander au B.N.)



De l'utilité du logement universitaire

On entend parfois que la chambre en Cité U., c'est dépassé, que les étudiants préfèrent le H.L.M. voire le logement chez un particulier.

Cet argument inébranlable justifie ainsi l'abandon progressif du logement universitaire, conduit à sa destruction, tel le bâtiment B de la Cité d'Antony (300 chambres).

Pourtant, chaque année, ce sont des milliers d'étudiants qui voient leur demande insatisfaite. Or, en creusant un peu, on s'aperçoit que la majorité de ces demandes émanent de bacheliers ou d'étudiant(e)s dont la situation sociale est plus que préoccupante (90% sur le CROUS de Créteil) : Parents non imposables, dans l'obligation de s'expatrier pour suivre leurs études, plusieurs enfants à charge.

D'après le CNO (Centre National des Oeuvres), le budget minima mensuel d'un étudiant devrait être de 2860 F (logement en Cité U) ou de 3850 F (logement chez un particulier).

Sachant qu'au mieux, la bourse est à peine supérieure à 1000 F par mois, ce sont donc entre 1860 et 2850 F qui sont à la charge de la famille. Autre élément, la tendance à la fiscalité indirecte se développe: Droits d'Inscription en hausse, protection sociale payante (baisse du taux de remboursement, forfait hospitalier,...); hausse des prix de détail et des services publics,... autant de frais supplémentaires qui touchent les petits porte-monnaies.

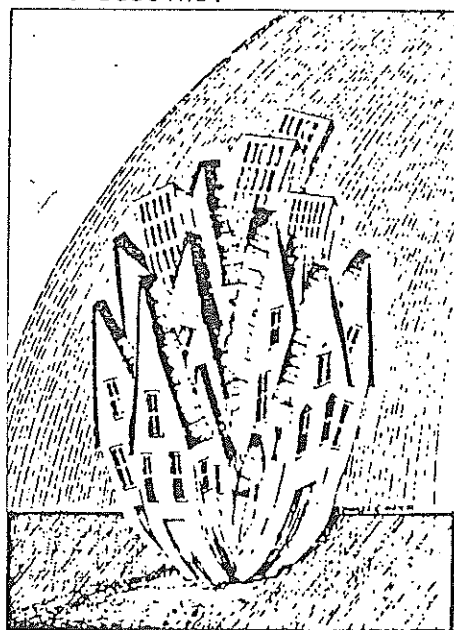
Le logement universitaire représente une part importante du budget de l'étudiant. Louer une chambre chez un particulier est chose impossible. Dans ce contexte, faire suivre des études supérieures à l'un de ses enfants représente donc un choix des plus délicats, choix qui s'opère sur

l'enfant qui suivra des études; à contrario, choix pour le bachelier d'abandonner ses études avant même de les avoir commencées, faute d'un toit pour vivre et étudier. Décidément, "loi de rentabilité" et "gachis de matière grise" sont deux compagnons inséparables.

Pourtant, y compris les économistes de tout bord le disent, la France ne peut s'en sortir sans 2 millions d'étudiants en l'an 2000. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous en prenons le chemin inverse.

Construire des Cités universitaires, développer l'Aide Sociale, obtenir le réinvestissement de l'Etat dans cette dernière, apparaît de plus en plus comme la seule issue.

Certains préconisent d'autres solutions inspirées de cette philosophie à chacun selon ses moyens et non selon ses besoins.

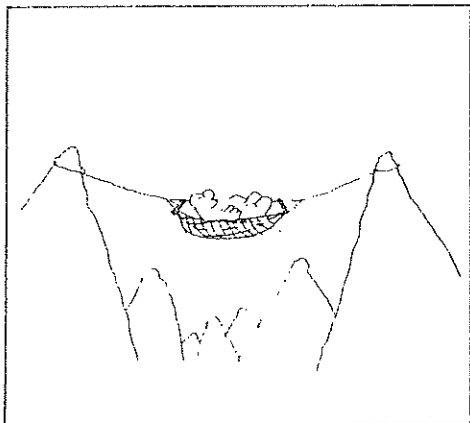


Il en est ainsi des propositions de l'Unef ID qui propose le développement des conventions HLM-CROUS ou l'instauration du ticket-restaurant

en remplacement du ticket de restaurant universitaire, par souci d'indépendance de l'étudiant et de démocratie de son choix.

A titre indicatif, ces logements HLM coûtent environ deux fois plus cher que les chambres en Cité U, sans en avoir les avantages (meubles, blanchissage, restau U, ...) on voit bien là où se situe l'intérêt de l'étudiant.

Pour l'UNEF, il s'agit de mettre fin à ce fléau qui n'est autre qu'une sélection sociale forcenée qui prospère dans une opulence indécente. Car, à force d'entendre dire qu'il n'y a pas de sous, on serait tenté de se croire dans une société des plus pauvres. Que je sache, Bouygues ce nain de l'immobilier n'est-il pas l'acheteur (sans crédit) de TF1 pour quelques modiques milliards? La comtesse Shlumberger, qui vient de s'offrir comptant le château de Mivoisin pour seulement 73000000 de



francs (une affaire), n'est-elle pas la preuve éclatante de cette pauvreté rampante? Les 500 milliards de la loi de programmation militaire ne sont-ils pas eux aussi les témoins de cette tragédie?

On a beau se pincer, quant à l'UNEF, on dit qu'il y a des sous, que le vote d'un Collectif Budgétaire c'est possible, on est bien reveillé!

SCHWARTZ avant la lettre

A l'IEP Paris, les droits d'inscription, s'élèveront en 1987 à ... 1000 Frs (!!).

La hausse est de 17% par rapport à 1986, et de 35% par rapport à 1983. Ce type de mesure ne peut que renforcer la sélection sociale : en 1986 on comptait 1,6% d'enfants d'ouvriers, et 2,5% d'enfants d'employés. on recense aussi 66% d'étudiants issus de la CSP "Prof. Libérales, et 6% de la CSP "Ind. et Gros Commerçants".

Ces statistiques n'ont pas l'air d'inquiéter le directeur de Sciences Po instigateur de cette nouvelle hausse des droits d'inscription. A temps perdu, il est également conseiller en communication d'un certain ... MONORY (!!)

Sciences Po, un banc d'essai ??

élections au CNO

Toutes nos félicitations à Laurence COLLIN (tête de liste pour le Centre National des Oeuvres) pour son élection au CNO.

Il est à regretter que 6 des camarades élu(e)s sur les listes UNEF-FRUF-UGE aient pris la responsabilité de ne pas voter pour le C.N.O.. Cet "oubli" aura eu pour effet de nous faire perdre un deuxième siège que l'UNI obtient au bénéfice de l'âge.

Résultats :

Inscrits : 196
Exprimés : 142

UID	52	(3 élus)
UNEF/FRUF/UGE	24	(1 élue)
CELF	24	(1 élu)
UNI	24	(2 élus)
Indep.	18	(1 élu)

Examens - couperet:

RECALÉS

Les examens constituent bien souvent un moment crucial de l'année universitaire, pendant lequel l'individualisme regagne du terrain.

C'est le moment où l'étudiant se sent le plus vulnérable, d'autant qu'il est bien souvent l'objet de pressions de la part de ses profs : menaces de sanctions, de saccages... tout y passe pour renforcer leur autoritarisme.

Cette période des examens est souvent difficile pour le syndicat, d'abord parce que les copains, qui se sont investis dans leur A.G., sont souvent obligés de bachoter in extremis pour rattrapper leur retard d'où une certaine culpabilisation de leur part, ensuite parce que, la plupart du temps nous séparons la question des examens de notre formation. Or, les deux sont vraiment intimement liés.

Ce dont nous avons besoin, c'est de pouvoir régulièrement évaluer le niveau de nos connaissances, et la façon dont on les assimile. Pour cela, il faut en finir avec les épreuves-sanction, les examens-couperet qui ne visent qu'à sélectionner qu'un certain quota d'étudiants.

D'autant plus que tout le travail individuel de l'étudiant devrait être pris en compte (exposé, recherche, stage) pour l'appréciation de son niveau réel.

De même, quand il n'y a que 30% de reçus à un examen, ce n'est pas aux étudiants de se culpabiliser, mais à l'enseignant qui a fait le sujet : soit c'est toute la pédagogie de son cours qui est à revoir, soit l'examen est inadapté à l'enseignement reçu, et cela a un nom, c'est un saccage organisé.

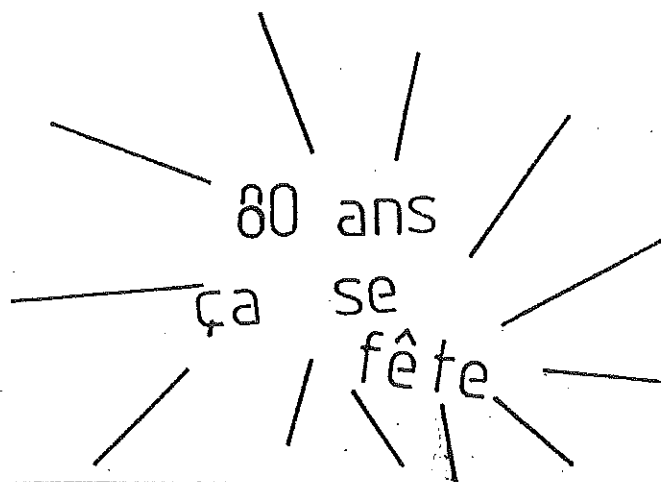
Les premiers résultats d'examens montrent que les enseignants sont décidés à en arriver là, histoire de nous "remettre dans le droit chemin". après les luttes étudiantes de cette année.

Nous avons des droits en matière d'examens, défendons les: la double correction, l'anonymat des copies, l'argumentation des copies en cas de litige; l'élue étudiant a un rôle tout particulier à jouer sur ces questions. De même, en cas de saccage, l'association UNEF doit provoquer une rencontre des étudiants avec le prof concerné, c'est à nous de créer le rapport de force.

Mais tout cela s'organise de façon très rigoureuse dans chaque AGE avec les responsables d'association qui peuvent s'appuyer sur chaque adhérent pour intervenir dans son année.

Cela demande une information des étudiants sur leurs droits.

Une année universitaire se joue souvent sur quelques examens terminaux : le syndicat ne peut se permettre d'être absent dans cette période où l'étudiant en a le plus besoin.



TOULOUSE: dites 43!!

L'AGET reste à TOULOUSE le syndicat étudiant majoritaire même si nous connaissons aujourd'hui un certain nombre de problèmes. La récente victoire aux élections du CROUS nous permet désormais d'envisager l'avenir de façon plus sereine.

Récemment, le bureau de l'AGE a été restructuré, permettant ainsi à de nouveaux adhérents de prendre des responsabilités. C'est mon cas, je suis responsable aux élus. Cette fonction est importante dans la mesure où c'est dans les centres de décisions (Conseil d'Administration Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, Bureau de l'Université), que l'AGET doit proposer, discuter, refuser, en un mot se battre pour défendre l'intérêt de l'étudiant (Budget de TSE, contre les droits d'inscription à TOULOUSE MIRAIL).

Ici, 43 copains sont chargés de faire entendre haut et fort la voix de l'UNEF. (Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas). Nous pêchons par manque d'information, d'organisation, de formation etc...

Le rôle de la commission des élus consiste donc à donner ces moyens aux élus Toulousains, à impulser un nouveau souffle dans nos facs.

La tâche n'est donc pas simple. Notre manque d'expérience notamment, ne permet pas, pour l'instant, d'atteindre l'objectif fixé. Les obstacles ne manquent pas non plus au sein des universités. L'étudiant a de plus en plus de mal à se faire entendre, son pouvoir de décision se réduit de jour en jour, on ne tient plus compte de son avis.

Mais aujourd'hui, les élus de l'AGET sont au coeur des problèmes des étudiants, tels que dérogation, équivalence, inscription, et assurent leur présence dans chaque UER. A TOULOUSE, nous allons taper sur la table des conseils d'admini-

nistration, dire stop aux agressions quotidiennes que subissent les étudiants et par la lutte, améliorer notre avenir.

PHILIPPE



Le Bureau National adresse ses félicitations et voeux de succès aux trois directions élues lors de leur congrès d'A.G.E.

Bureau de la FAEB (Bordeaux)

Pdt: Michel AUTIER (socio 1)
Orga: Marie SEGUETTE (socio 2)
Trés: Nicole DIRIBARNE (LEA 3)
Luttes: Serge LUXEY (Lettres 2)
Propa: Hélène RICHARD (Lettres 2)
Aide Soc: Bruno CANO (Angl 1)
Inter: Nathalie DEBIEU (Socio 1)

Bureau de l'AGEG (Grenoble)

Pdt: Thierry LIOTARD (Lettres 3)
Orga: Jérôme KOUATER (Sc pô 2)
Trés: Corinne CESAR (Eco 1)
Propa: Jean-Marie COLAS (Hist 2)
Lettres: Tania SINDIRIAN (CAPES)
Sciences: Jérôme PAILLARD (DEUG A 1)
Sc. Soc: Isabelle OSEREDCZUK (Dt 1)
Archi: Philippe GARNIER (Archi 4)

Bureau de l'AGET (Toulouse)

Pdt: Pierre LACAZE (DEUG B 1)
Orga: Jean-Christophe HERWIG (Méd 3)
Trés: Sandra MAURY (DEUG B 1)
Luttes: Christophe VINDIS
(DEUST Audio-visuel 2)
Propa: Marie-Claude DELAS (Socio 1)
Elu(e)s: Philippe PANGRAZZI (Hist 1)
Aide soc.: Catherine RAZOLA
(DEUST Gestion 1)
Et. Etg.: Saleh KHALED (IPA)

RENCONTRE NATIONALE
DES
BUREAUX D'AGE

RAPPORTS

PANTIN

23 et 24 MAI 87

RAPPORT

du Bureau National

Présenté par:
Xavier AKNINE
Président de l'UNEF

Chers camarades,

La Conférence Nationale des 11 et 12 avril dernier a pris de nombreuses décisions concernant la vie et le fonctionnement du syndicat, à partir de l'analyse de la situation générale que connaissent les étudiants.

Un mois et demi plus tard, il s'agit d'en faire le point dans la perspective de notre 72e congrès. De même, la période que nous abordons a incité le Bureau National à convoquer l'ensemble des membres des bureaux d'A.G.E.

C'est que la fin de l'année universitaire est une période cruciale - à des degrés divers -, et pour les étudiants, et pour le syndicat. Le rôle que veut y tenir les directions d'A.G.E sera primordial. D'autant plus que de nouveaux éléments sont venus s'ajouter à la mise en place d'une université éclatée.

"L'UNIVERSITE, TERRAIN DE TOUS LES AFFRONTEMENTS IDEOLOGIQUES"

Les mouvements sociaux dans le pays ont été d'une grande ampleur ce dernier mois. Les manifestations de la C.G.T. lors du 1er mai et du 14 mai sur la protection sociale, à laquelle l'UNEF appelait, ont montré la mobilisation grandissante des travailleurs pour défendre leurs droits.

Dans le même temps, le gouvernement ne cède pas. Les réformes qu'il entreprend sont propres à nous façonner un avenir précaire. Qu'on en juge : Déréglementation du Code du Travail, avec les lois sur l'aménagement du temps de travail, le travail de nuit des femmes, la réforme SEGUIN, etc...

La spirale des mauvais coups n'en finit plus. A l'arrivée, c'est le plus souvent, pour la jeunesse, la précarité, les T.U.C., ou le chômage. Pour nous, étudiants, c'est la sous-qualification massive.

Malgré les mouvements de lutte, le gouvernement ne cède sur rien. Au contraire, serait-on tenté de dire! Il en rajoute. Démontrant bien par là que la politique qu'il poursuit exige rapidement de telles mesures, qu'elles lui sont nécessaires.

A partir de là, on peut mieux comprendre ce qui se passe aujourd'hui à l'université.

La formation est une question-clef de l'avenir de notre société. elle recèle un enjeu central. Et dans un pays développé comme la France, l'enseignement supérieur doit tenir une grande place. Depuis le mouvement de novembre-décembre 86, l'Université est le terrain de tous les affrontements idéologiques.

Le projet DEVAQUET reste le but de la politique gouvernementale à l'Université. Pour preuve, le projet de réforme des études médicales, dit projet BARZACH-VALADE, aurait du sortir dans la foulée du projet DAVAQUET à la fin de l'année dernière. Remis dans les cartons à l'époque, on l'en a ressorti fin mars-début avril. Là encore, le gouvernement n'a pas cédé. Nous le disons depuis le retrait du texte. Et ce n'est pas une rhétorique pour galvaniser les foules.

"DEVAQUET, UN AVENIR TRES SCHWARTZ"

La sélection à l'entrée de l'Université?

Aujourd'hui, à Jussieu, on envisage un service Minitel qui renseignera l'étudiant sur les chances de son profil de bachelier. Suivant les pronostics, il pourra venir s'inscrire ou bien voir ailleurs. Aussi, plus de queues interminables, de drames, d'étalages impudiques des carences de nos universités. Vive la sélection "indoor", "clean" ! D'autant que cela compliquera bigrement la tâche des empêcheurs de tourner en rond : l'UNEF en premier lieu.

Les droits d'inscription?

Pour Sorbonne, Psychomotricité à Paris 6, c'est déjà décidé. Ils passeront à la caisse en fin d'année pour payer des droits supplémentaires.

Le logement universitaire ?

A Créteil, 200 étudiants pourront tester les banquettes de la gare en guise de lit, de par le manque de Cité-U. Celles-ci sont pleines, pensez donc : il y a 638 chambres pour 60.000 étudiants. dans cette académie.

Cela va même jusqu'au pluralisme de notre formation. Entre les fâcs de Sorbonne et de Nantes, en Histoire, se crée une étrange confrérie d'historiens "révisionnistes". En deux mutations et quelques magouilles, ils ont fait si fort que l'enseignement d'Histoire à Nantes et à la Sorbonne est tombé sous leur coupe. Ils auront l'honneur d'éduquer nos camarades étudiants suivant les thèses d'un Henri Roques, et d'autres individus fascisants.

La liste n'est pas exhaustive.

En six mois, le gouvernement et le corps mandarinal n'ont rien retenu des aspirations qui ont affleuré à l'automne dernier. Mieux, ils continuent dans la voie qu'ils se sont fixée.

En l'occurrence, ils viennent de recevoir un sacré coup de pouce en la personne de Laurent Schwartz, Président du Comité National d'Evaluation des Universités, qui vient de déposer son rapport sur le bureau du Président de la République. Ce qu'il préconise est bien peu de choses en somme : un flash-back sur novembre 86 en reprenant les mêmes acteurs. Mais il en modifie le scénario.

Son évaluation considère l'échec et l'abandon à l'université comme des faits incontournables. C'est pourquoi il propose purement et simplement de légaliser cette situation et même de la renforcer. Ainsi, selon Mr Schwartz, les bacheliers devraient être triés sur dossier pour être divisés d'emblée en deux catégories d'étudiants :

- les meilleurs ayant accès à un D.E.U.G. long, ouvrant à un deuxième cycle qualifiant,
- les autres, à un D.E.U.G. court ouvrant à des débouchés professionnels dits "immédiats" mais surtout incertains et précaires.

Mais Mr Schwartz qui s'était déjà rendu célèbre dans des rapports explosifs, après celui du Collège de France en 85, ne s'arrête pas là dans la liste des mesures sélectives : il propose de porter le montant des droits d'inscription à 1000 francs pour la rentrée prochaine, ce qui exclura purement et simplement de l'Université les jeunes issus de milieux modestes, et il souhaite créer des "centres d'excellence" dans les universités :

Nouvelle trouvaille pour en revenir à la hiérarchie et à la concurrence entre les facs prévue par feu la loi Devaquet . Du même coup les diplômes nationaux voleraient en éclat et on en reviendrait aux fameux diplômes d'université - maison que Mr Devaquet préconisait en son temps.

Oui, visiblement, Mr Schwartz propose au gouvernement de rattraper le temps perdu et de faire revenir au galop dans nos facs les aspects les plus élitistes du projet Devaquet.

"UN MOMENT PROPICE POUR LA REVANCHE"

Ainsi, ce mois de mai se caractérise par un durcissement de la situation comme c'est le cas depuis quelques années. Durcissement insupportable à double titre : parce que la crise s'est encore approfondie, puis parce qu'il nie la totalité des revendications émises par les étudiants au moment de leur lutte victorieuse de novembre.

Je le disais tout à l'heure : le gouvernement va vite car ses objectifs l'y obligent. Tenant compte des rapports de force nouveaux à la fac, il utilise le temps des examens pour multiplier les mauvais coups.

A cet effet, le mouvement des étudiants en médecine est éclairant. Ce projet de réforme sort en même temps que le Plan Seguin sur la Sécurité Sociale. Ce n'est pas dû au hasard. La réglementation de la protection sociale, la destruction des missions de la Sécu va de pair avec l'instauration d'une médecine de 1ère et 2ème classe.

La protection sociale se paiera-et très cher-.

Aux riches malades correspondront les bons médecins ordonnant des traitements coûteux mais efficaces; au bout de la route, la guérison.

Aux pauvres malades correspondront les "résidents", ordonnant des traitements au rabais, adapté au contenu du porte-monnaie des patients : au bout, la maladie, les arrêts de travail ou d'études. Si on est vieux, cela peut être la mort.

Il n'y a aucune volonté d'exagération. Le projet Seguin et la réforme Barzach visent un même but : rentabiliser la protection sociale, flexibiliser toujours plus la jeunesse pour

la soumettre à ses objectifs. La santé devient comme l'Education Nationale, objet de consommation. Se la procure qui peut se la payer.

L'accumulation de ces mesures montre que le gouvernement a jugé l'heure propice pour la revanche. Les étudiants planchent sur leur avenir.

Par ailleurs, si sur le terrain des idées, le mouvement a quelque peu bousculé les choses, rien n'est joué. Dans les deux sens.

La bombe Schwartz, à cet effet, participe de l'arsenal idéologique des forces réactionnaires de l'Université. Présenté comme un "homme du Président", ou un "homme de gauche" par Libération, il se permet d'aller plus loin que Devaquet, accréditant l'idée que, les choses étant ce qu'elles sont, il faut en passer fatalement par là.

Traduisez : soit on est de doux utopistes, soit on a mal compris le texte de la loi.

"EN FACE, LA FORCE DES ETUDIANTS"

Nous l'avons analysé dès janvier : le mouvement s'est battu contre des "valeurs" telles que Sélection, Individualisme sans en avoir toujours démonté toute la mécanique. Utilisant cette ambiguïté, le gouvernement et les mandarins tentent de s'engouffrer pour regagner le terrain perdu.

Face à cela, demeurent les étudiants, leur force, leur passé récent, mais encore très vivace. La crise avait été le moteur des luttes, depuis, elle s'est approfondie.

Se rassembler pour mettre en échec la poursuite de la logique Devaquet à l'Université reste donc possible.

Il en est de la responsabilité de l'UNEF en tout premier lieu.

Certes, le période ne facilite pas les luttes; Les examens constituent en soi une étape pour la réussite de chacun de nous. Le reste s'y subordonne, devient annexe.

Cependant, nous ne pouvons pas ne pas réagir devant les attaques dont nous sommes l'objet. C'est de notre crédibilité, je dirais même de notre supériorité de syndiqués qu'il en va.

De plus, les carabins nous montrent l'exemple. Ils n'ont pas, eux non plus, cédé d'un pouce. : le retrait du projet, une médecine pour tous et revalorisée, le bilan de la réforme 82, qui avait permis des avancées, sont mis en avant dans leur lutte qui atteint un nouveau palier.

Jusqu'au 3 juin, date du début de la discussion du Projet à l'Assemblée Nationale, des actions seront menées tous les jours.. Le 3 juin, une nouvelle manifestation nationale aura lieu.

Après un mois et demi de grève, pourtant, les acquis ne sont pas négligeables (sur la rémunération des internes identique pour tous par exemple). Mais le mouvement reste déterminé. Au-delà du projet Barzach, les étudiants ont compris que c'est l'avenir de la santé qui est en jeu. Ils ont voté majoritairement contre le projet le 14 mai lors d'un référendum national organisé dans 36 C.H.U. sur 43. Ils ont refusé les négociations d'amendement sur la loi avec Valade.

Leur détermination ne faiblit pas en dépit des mandarins, de la question des examens -dont ils ont obtenu le report-, de la difficulté à étendre le mouvement dans ce milieu hostile : 16 C.H.U. sur 42 sont aujourd'hui en grève.

On le voit donc, l'Université reste en alerte. Les étudiants ont appris à se défendre. Ils le feront dès qu'ils en trouveront les motifs.

Les motifs ne manquent pas.

A l'UNEF d'informer inlassablement sur les attaques qui ont lieu, de trouver les moyens de rassembler pour engager l'action.

Les mois de juin et de juillet qui viennent offrent ces perspectives au syndicat et à l'ensemble du mouvement étudiant.

Maintenant, il faut régler définitivement son compte à Devaquet.

"LA BATAILLE DE L'UNEF"

Dans le cadre de cette situation que je viens de décrire, quelle bataille pour le syndicat?

La question peut surprendre, car nous n'avons pas aujourd'hui à réinventer notre orientation : les grandes lignes de l'activité de l'UNEF dans la période, ont été définies lors de la Conférence Nationale du syndicat des 11 et 12 avril. Nous n'avons pas à revenir sur les décisions prises à ORSAY. Il nous faut surtout faire le point sur la mise en oeuvre des décisions par les A.G.E. depuis un mois. De même, nous devons avoir un échange, le plus franc possible, sur ce qui s'est fait, sur ce qui a avancé depuis, mais aussi sur les freins existants, pour procéder à une analyse complète de la situation.

Ainsi, nous pourrons nous fixer, lors de cette conférence des bureaux d'A.G.E., des objectifs d'action précis pour la période à venir, qui impliqueront chacun d'entre nous individuellement et plus généralement, l'ensemble des directions d'A.G.E.

"LA SOURCE DES MAUX : LES CHOIX BUDGETAIRES"

Dans ce contexte très préoccupant pour l'avenir, et complexe pour le développement des luttes à l'université, nombreux sont les étudiants qui, en cette fin d'année universitaire, se posent de multiples questions sur leur devenir, la qualité de leur formation, leurs conditions de vie d'étudiants, et en particulier sur ce qui va se passer à la rentrée prochaine.

C'est donc bien sur ces inquiétudes, sur cette angoisse grandissante face à l'avenir, sur ces préoccupations multiples que nous devons nous appuyer aujourd'hui. Ce qui caractérise toutes ces questions que se posent les étudiants, est qu'elles ont toutes trait à la sacro-sainte notion de droit aux études et qu'elles se rattachent toutes, au bout du compte, à des choix budgétaires opérés par le gouvernement ou par les directions d'universités.

Que ce soit les droits d'inscription, les capacités d'accueil, des problèmes de logement, de bourses, de conditions d'étude, de pédagogie - toutes ces questions sont intimement liées à des choix d'investissement financier qui échappent aux étudiants pour le moment. Chaque problème a trait à une question de gros sous : ce qui place réellement au coeur des études, la bataille de l'UNEF pour le vote d'un collectif budgétaire à

l'A.N. d'ici la fin juin, et plus généralement pour le réinvestissement de l'état dans nos universités; car aujourd'hui les attaques liées à l'asphyxie financière de nos sacs fusent de toutes parts : ainsi, en psychomotricité, l'administration réclame 160 francs en plus aux étudiants, pour leur permettre de se présenter à leurs examens de fin d'année. La circulaire Philippe, concernant les bourses d'état, réduit les critères d'attribution, et supprime le droit aux bourses aux étudiants inscrits en année de remise à niveau de 1ère année de D.E.U.G. De même, elle exige qu'un des parents, au moins de chaque boursier, soit de nationalité française.

La pénurie financière sert aujourd'hui de prétexte à toutes les mesures sélectives : numérisation - saccages aux examens - bourses non maintenues - hausses de loyers en cités U. prévues pour la rentrée prochaine. A chaque fois, les soit-disant "bonnes intentions" se heurtent aux "contraintes budgétaires", comme le dit bien Valade lors de sa conférence de presse du 28 avril : "je mènerai une politique qui tiendra compte des moyens disponibles dans une période où la rigueur et l'orthodoxie budgétaires sont importantes".

Toutes les formations politiques s'accordent à dire qu'il faut arriver à 2 millions d'étudiants au plus vite, mais force est de constater que ni Valade, ni ses prédécesseurs ne se sont jamais donné les moyens d'atteindre cet objectif.

"UNE CONVERGENCE DE LUTTES

POUR GAGNER UN COLLECTIF BUDGETAIRE"

Pour l'UNEF, faire grandir cette revendication du collectif budgétaire pour une bonne rentrée 87, doit devenir une constante dans notre intervention. A la fois, nous devons mieux la faire partager pour que les étudiants s'en saisissent et qu'elle devienne rapidement une perspective tangible, accessible, à la fois nous devons bien faire mesurer aux copains la durée sur laquelle va s'étaler une telle bataille. En effet, même si nous devons nous fixer l'objectif d'aboutir sur cette revendication du collectif budgétaire d'ici la fin juin, nous devons bien prendre conscience que la crise qui traverse l'Université est telle, qu'il sera difficile, voire impossible de gagner d'un seul coup, en une seule lutte, les moyens nécessaires à la construction de l'Université de qualité, ouverte à tous, offrant de réels débouchés pour un métier épanouissant, à laquelle tous les étudiants aspirent.

Ce qu'il faut, c'est parvenir à inverser la tendance, c'est-à-dire passer du désengagement au réinvestissement de l'Etat dans nos formations. Cela ne veut pas dire qu'il faut rabaisser l'objectif du syndicat pour le collectif budgétaire car c'est une victoire que nous devons remporter, mais qui ne constituera qu'un acquis, certes appréciable, pour aller plus loin, pour gagner un financement de l'Université au niveau des besoins existants.

Note bataille pour le réinvestissement de l'Etat dans nos sacs est donc une bataille de longue haleine, qui doit guider le syndicat sur de long mois, voire sur plusieurs années. Cette bataille touche tous les domaines de notre vie d'étudiant et de nos études (aide sociale-pédagogie-conditions d'étude).

Nous sommes à l'heure actuelle engagés pour gagner le vote d'Union Collective Budgétaire à cette session parlementaire. Nous avons pris rendez-vous avec les groupes parlementaires pour leur exposer nos revendications : ainsi nous rencontrons le premier de ces groupes mardi 26 mai : c'est Mariann SUNER, secrétaire aux luttes et Laurence COLLIN, membre du Bureau National travaillant au secteur élus, et responsables de la commission Aide Sociale de l'UNEF, qui iront représenter l'UNEF lors de ce rendez-vous.

Nous devons absolument nous fixer l'objectif de gagner sur cette revendication essentielle du collectif budgétaire car, même si la période est peu propice à une forte mobilisation étudiante,

nous ne pouvons pas décider de rabaisser nos exigences qui découlent de ce que nous vivons quotidiennement à l'Université, sous peine de ne rien obtenir du tout, parce que nous aurons eu le souci de minimiser les objectifs de peur de ne pas les atteindre.

Certes, il faut prendre en compte la période particulière dans laquelle nous avons à agir en ce moment, mais pour se fixer des étapes dans notre lutte et déterminer les formes d'action les plus appropriées. D'autant que sur ce collectif budgétaire, nous avons déjà marqué des points : il est d'ores et déjà acquis qu'une loi rectificative du budget de l'Education Nationale sera adoptée en juin. De plus, en réponse à une sénatrice communiste qui interrogeait à ce sujet Mr Valade : il lui a répondu très clairement que le gouvernement a décidé il y a quelques semaines d'investir 100 millions de francs supplémentaires pour la rentrée 87-88. Bien sûr, Mr Valade explique dans le même temps que cette somme permettra la création de nouveaux départements d'I.U.T., ainsi que de nouveaux diplômes maison types maîtres, mais Mr Valade parle aussi de l'ouverture de D.E.U.G. délocalisés dans la banlieue parisienne qui traduit le fait que nous avons commencé à créer une brèche dans l'attitude jusque là inflexible du gouvernement sur la question des moyens. Certes, 100 millions de francs, c'est une goutte d'eau par rapport aux 2 milliards de francs dont l'Université aurait besoin pour la rentrée prochaine. Cela prouve que nous pouvons en obtenir plus encore avec le vote du collectif budgétaire d'ici la fin juin.

"UNE BATAILLE DE LONGUE HALEINE"

Sitôt ce collectif voté, le syndicat doit s'engager dans la bataille du budget 88 de l'enseignement supérieur qui sera voté à l'automne prochain. Bien que les échéances soient différentes, la question demeure bien celle du réinvestissement de l'Etat dans nos formations.

Pour faire progresser cette revendication, il faut que chaque étudiant fasse bien le lien entre ses études, les problèmes existants dans sa formation, dans son amphi, dans sa fac, et la question plus globale du budget. Dans les faits tout s'y rattache, encore faut-il chiffrer UFR par UFR, les besoins liés à la formation, et aux conditions de vie de chacun. Ainsi nous serons en mesure de faire voter dans chaque conseil d'UFR une motion exigeant l'attribution d'une rallonge budgétaire susceptible de résoudre les difficultés grandissantes des étudiants.

Il existe donc plusieurs moyens, dont la pétition nationale encore trop peu utilisée dans les AGE, mais il y en a beaucoup d'autres : ce qui compte c'est la constance de notre bataille et la multiplicité des formes d'action autour d'un même pôle. Je m'arrêterais sur quelques exemples : le Bureau National propose un badge en dur autour du thème "du fric pour nos facs, pas pour l'armement" (bien sûr nous reviendrons sur la manif du 14 juin, mais demain). Ce badge a pour intérêt d'être utilisable tout de suite pour le vote du collectif budgétaire, pendant la manif; et après dans le cadre de la préparation du budget 88.

C'est un exemple des formes que peut revêtir notre lutte sur les moyens pour l'Université que nous voulons.

Avec la préparation de la manif du 14 juin, en effet, nous ne pouvons laisser passer le fait que la France se trouve à la queue des pays européens, à un niveau comparable à celui de la Grèce et du Portugal en matière d'effort public d'enseignement supérieur qui représente moins de 0,5% du P.B. actuellement.

De même, en ce qui concerne la rentrée 87-88, nous pouvons nous attendre à des problèmes de capacité d'accueil exorbitants au moment des inscriptions, cette année encore.

Nous devons immédiatement faire le lien avec le vote du collectif budgétaire car sinon, nous ne permettrons pas aux étudiants d'agir efficacement sur la cause de leurs difficultés. Ne lésinons pas sur les tracts expliquant la volonté du gouvernement de nous réduire à la portion congrue et donnons à tous les moyens d'agir avec succès.

Face aux probables hausses de la rentrée prochaine des droits d'inscription, de la sécu, des mutuelles, et donc aux obstacles supplémentaires posés sur le chemin qui mène le bachelier jusqu'à son entrée à l'Université, le syndicat devra être à l'initiative des luttes importantes au moment des inscriptions.

Nous devons dès maintenant décider d'être intraitables sur ces questions d'accès de tout bachelier à l'Université et à la filière de son choix.

Mais avant d'en venir aux inscriptions à proprement parler, arrêtons-nous sur ce qui préoccupe à l'heure actuelle tous les étudiants : à savoir les examens.

"DES EXAMENS AU COEUR DE NOS LUTTES"

Il nous faut mettre les examens au centre de nos luttes. D'abord parcequ'ils concernent tous les étudiants et que le syndicalisme au coeur des études en cette période de revanche mandarinale doit prendre l'allure de syndicalisme au coeur des examens. D'autant que c'est bien là que les étudiants touchent du doigt de manière plus aigüe qu'à tout autre moment de l'année, l'échec, la sélection, la ségrégation sociale quand on est obligé de travailler la nuit de son examen.

Nous avons infligé une claque monumentale aux mandarins en gagnant le retrait du projet Devaquet, comptons sur eux pour se rattrapper à la moindre occasion, notamment par les saccages successifs.

Nous ne pouvons pas laisser passer cette échéance décisive pour des centaines de milliers d'étudiants sans faire grandir leurs revendications propres aux examens. Anonymat des copies - double correction - participation d'étudiants aux jurys d'examens - action contre le saccage-horaire de passages des oraux - conditions de travail. Réellement développer les luttes autour des examens, c'est faire la preuve de l'efficacité du syndicat non pas pour défendre les grandes causes mais pour coller au plus près des préoccupations des étudiants. De nombreux C.H.U. viennent d'en reporter la tenue pour cause de grève, cela prouve qu'il est possible de gagner sur ces questions pour peu qu'on s'en donne les moyens, et qu'on agisse avec détermination.

"LES BACHELIERS SONT CONCERNES
PAR LES BATAILLES DU SYNDICAT"

Plus que jamais, ceux-ci ont besoin d'être accueillis par le syndicat. Non pas pour être maternés mais parce que d'une part, leurs conditions d'inscription s'aggravent, et qu'ils ne peuvent compter que sur la lutte pour s'en sortir, d'autre part, parce que la lutte, ils en font connaissance cette année, et qu'il nous faut décupler ce potentiel existant qui ne pourra émerger sans luttes sur les inscriptions. Dès maintenant, deux questions se posent aux bacheliers. La première concernant leur formation, la deuxième concernant les conditions d'accès à l'Université. Les deux seront déterminants pour la réussite du plus grand nombre et nous aurions tort de considérer que le syndicat a à ne s'occuper d'eux que sitôt les résultats du bac connus.

Eux aussi sont concernés par la bataille du syndicat pour le vote du Collectif Budgétaire et faisons-leur savoir tout de suite. Intégrons les bacheliers à notre lutte en décidant de trouver les formes adéquates. L'AGE DE Rennes a d'ores et déjà envoyé à chaque délégué de classe des lycées d'Ille et Vilaine une pétition contre le numérisé clausus à Rennes, pour le vote du Collectif Budgétaire tout de suite.

"LE 14, DIRE EN GRAND :
DU FRIC POUR NOS FACS,
PAS POUR LES BOMBES"

Le syndicat a décidé de s'associer à cette manifestation de l'appel des 100 du 14 juin à Paris. Il est possible d'y faire participer plusieurs milliers d'étudiants. Le contenu de cette journée ne nous permet pas d'en rester aux étudiants pour la paix et le désarmement mais bel et bien de dénoncer les choix faits en matière d'utilisation des finances publiques. "Du fric pour les facs, pas pour les bombes".

Du fric pour l'avenir du pays, pas pour sa destruction.

Monter à la manif pour la paix, cela doit être lutter pour développer le budget de l'Education Nationale. Il faut décider d'y faire participer de nombreux étudiants. Avec le badge, en tenant des tables aux restau.U., avec des initiatives locales, on peut populariser cette initiative et en faire une grosse lutte pour le syndicat. Cela demande là encore, d'innover sur les formes, de faire confiance à chacun dans sa capacité d'initiative et de réussite.

On le voit, le contenu de notre bataille pour le collectif budgétaire est varié, mais c'est bien sa diversité dans l'expression et dans le développement des actions qui va permettre de faire mesurer l'ampleur de cette revendication, de faire grandir cette exigence chez les étudiants et surtout de maîtriser les perspectives de luttes pour gagner.

"UN SYNDICALISME A LA PORTEE
DE TOUS, AU COEUR DES ETUDES"

Cependant, la période peut ne pas être propice aux développements des luttes. Il n'y a pratiquement plus de cours. Les examens commencent. Les vacances approchent. Mais justement ! C'est bien à ce moment là de l'année que les étudiants ont le plus besoin du syndicat. Je dirai même qu'être absent à cette période-là de l'année remet en cause toute notre activité

précédente. A quoi sert de gagner contre Devaquet, si c'est pour laisser les mandarins organiser des saccages massifs aux examens de fin d'année?

En fait, les mois de mai, juillet et septembre demandent au syndicat de travailler autrement, à tous les niveaux. Cela nécessite une organisation différente de notre intervention.

D'ailleurs, il nous faut bien, mesurer l'avancée que cela va constituer dans la mise en place du syndicalisme au coeur des études, d'être capable d'intervenir et de développer l'action et le rassemblement des étudiants pour démontrer la force de s'organiser. Lorsque nous parlions de faire faire des expériences à l'UNEF dans la préparation du 72e congrès pour arriver à St Etienne forts d'acquis nouveaux, je pense que là c'est un grand saut dans la pratique du syndicalisme que nous avons à effectuer. Car, bien que les amphis soient presque vides, les bibliothèques sont comblées, les restau U. sont loin d'être déserts, et que je sache, une salle d'examen a des chances d'être plus fréquentée qu'un amphi.

Les AGE doivent apprendre à s'adapter au rythme de vie des étudiants.

Tenir une table à la bibliothèque par exemple, cela n'est pas habituel. Mais lorsque celle-ci ne contient pas assez d'ouvrages, que le prêt est supprimé, que les horaires d'ouverture sont restreints, faute de personnel, n'est-ce pas l'endroit idéal pour faire toucher du doigt les conséquences de la pénurie budgétaire et faire agir les étudiants, faire signer la pétition pour le collectif budgétaire ?

Distribuer un tract à l'entrée d'un examen sur les droits des étudiants, n'est-ce pas la meilleure garantie que les étudiants agissent pour les faire respecter ?

Que nos élus organisent des permanences durant toute cette période, c'est tout de suite, montrer l'utilité des élus et déjà préparer les prochaines élections. Tenir des tables aux résultats d'examens, cela participe de la même démarche générale de mettre le syndicat au coeur des examens. Ceci ne doit pas rester de bonnes intentions du Bureau National ou des "oui ce serait bien, mais dans mon AGE c'est pas possible". Les copains ont encore trop de la pratique du syndicalisme professionnel, voire du syndicalisme d'élite. Gagner cette pratique en ce moment, c'est déjà commencer le 72e congrès du syndicat, en réussissant tous ces examens.

Tout le Bureau National doit travailler dans cette perspective, tous les AGE doivent travailler dans cette perspective.

Or, mettre cela en place, ne peut se faire sans réfléchir à la place qu'y prend chaque camarade. Tenir une table à la bibliothèque ou au restau.U. ne peut se réaliser que si chaque copain prend un peu de temps. Chacun une heure dans la journée, et le tour est joué, mais tout ceci ne doit surtout pas apparaître comme irréalisable, c'est pour cela que nous devons le ramener à chaque adhérent.

Lorsque l'on aborde les choses de cette façon, une des réticences est la disponibilité des copains, du nombre de gens que l'on peut mettre dans la bataille, prêts à se bouger, comme on dit. En fait, même si ces interrogations sont justes, elles sont souvent révélatrices de freins importants.

A l'UNEF, nous récusons le syndicalisme professionnel nous ne voulons pas réserver le syndicalisme à une élite consciente, mais bien au contraire, mettre le syndicalisme à la portée de tous, au coeur des études.

Tout au long de l'année, nous devons y réfléchir et l'adapter à chaque période, car l'orga évolue au fil des mois, au fil des ans. Les exigences ne sont plus les mêmes. Le 72e congrès aura à nous faire progresser là-dessus.

"UNE REMISE DES CARTES OFFENSIVE"

Voyons donc la période présente avec un évènement important pour le syndicat qui est la remise des cartes.

Celle-ci ne peut, cette année, encore moins qu'habitude revêtir un caractère routinier. Cinq mois après le retrait du projet Devaquet, reprendre sa carte du syndicat, cela ne veut pas dire la même chose qu'avant.

Alors que nous sommes engagés dans une lutte d'envergure pour gagner le vote du collectif budgétaire, que le gouvernement joue au provocateur face aux étudiants en médecine, que les Etats Généraux ont ouvert des perspectives tangibles pour la transformation de l'Université, non, vraiment, reprendre ou reprendre sa carte à l'UNEF, ce n'est pas comme avant c'est déjà un acte de lutte.

Mais il nous faut utiliser à plein ce moment pour avancer dans la construction de notre orga, pour coller toujours plus aux étudiants, développer toujours plus les luttes au quotidien.

Nous proposons que la remise des cartes se fasse dans ce double objectif : Structurer l'orga pour développer plus de luttes.

Nous proposons de remettre les cartes 87-88 du syndicat, par association, ou par UER là où il n'y a pas encore d'association et non pas lors d'assemblée générale.

D'abord parce que nous voyons peu de monde en A.G., mais surtout parce que ce n'est pas ce qu'il faut dans la période.

Nous proposons de remettre les cartes 87/88 du syndicat par association, ou par UER, là où il n'y a pas encore d'association et non pas lors de l'assemblée générale. D'abord car nous voyons peu de monde en AG, mais surtout parce que ce n'est pas ce qu'il faut dans la période.

Organiser la remise des cartes dans un UER où il n'y a pas d'association, c'est le moyen de réunir nos copains, pour la première fois souvent, pour faire le point du déroulement des examens, décider des actions appropriées. Il y en a un qui est chargé de remettre les cartes à ceux qui n'ont pu se déplacer, un autre qui collecte les cotisations. Ce sont des copains qui commencent à prendre des responsabilités et qui sont plus à même de développer le syndicat. En terme d'orga c'est une association qui de fait se crée, et ceci multiplié par le nombre d'UER que compte l'Université, c'est du solide que l'on construit.

Du solide car on ne peut pas se contenter d'accord de principe mais bien parce que la remise de cartes peut se concrétiser très vite en terme d'actions.

Procéder de cette façon, c'est décider d'être ambitieux.

Ambitieux il nous faut l'être. Pas tant pour se faire plaisir et pouvoir compter les talons, mais bien parce que la situation de l'Université l'exige.

Et puis dans la période, il nous faut voir un maximum de copains, discuter avec eux de l'appréciation de l'année, des perspectives, les inscrire pour aller dans les lycées, pour monter le 14 juin à Paris manifester pour l'arrêt des essais nucléaires. Cela passe par mieux structurer le syndicat en cette fin d'année.

Nous proposons donc que chaque AGE se fixe l'objectif de remettre les cartes 87/88 par association, là où elles existent, et de se fixer des objectifs par UER dans ceux où elles n'existent pas encore.

Cela nécessite pour chaque secrétaire à l'orga de bien planifier ces assemblées et d'en assurer la réussite notamment par un courrier et l'organisation d'un pot de l'association pour cette remise des cartes.

Face à l'offensive tous azimuts du gouvernement en cette fin d'année, qui tente de nous faire accepter tout ce que nous avons rejeté en masse il y a cinq mois, face aux mandarins qui aimeraient profiter des examens pour sanctionner tous ceux qui ont osé défendre leur droit aux études, en cette période cruciale pour tous les étudiants, le syndicat porte la responsabilité de permettre un nouvel essor des luttes au plus près des études, notamment au coeur des examens et au coeur des inscriptions.

Cela demande un travail d'organisation sans précédent en cette fin d'année. Il nous faut être ambitieux. Ambitieux pour la satisfaction de nos revendications. Ambitieux pour transformer toutes nos luttes en succès.



RENCONTRE NATIONALE DES BUREAUX D'AGE
PANTIN LES 23 ET 24 MAI 1987

INTRODUCTION AU DEBAT

LE 14 JUIN

Présentée par:
Corinne VASSON
(Bureau National)

Lors de la Conférence Nationale des 11 et 12 Avril à ORSAY, nous avons décidé de participer pleinement à la manifestation du 14 Juin, pour l'arrêt des essais nucléaires dans le monde. Le contenu de cette journée ne nous permet pas d'en rester à une banale participation. Bien au contraire, pour entraîner le plus grand nombre possible d'étudiants, nous devons saisir tous les enjeux qu'elle contient.

INVESTIR DANS LA
DESTRUCTION ?
PAS D'AVENIR !

Nous savons tous aujourd'hui qu'il y a sur la terre de quoi la faire sauter 18 fois. Pourtant cette course à l'armement ne cesse de s'accroître malgré des propositions sérieuses en faveur du désarmement et du gel des armes nucléaires.

Pourquoi un tel gachis financier, lorsque l'objectif à atteindre devrait être le développement économique, social et culturel du pays. Le gouvernement français a choisi de favoriser des projets fous d'escalade nucléaire (essais-projet de guerre des étoiles), alors même que des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants sont aujourd'hui dans la misère, que des milliers de jeunes sont sans emploi et sans ressource et que nos formations sont sacrifiées.

En effet, se battre pour la paix et le désarmement, c'est bel et bien dénoncer les choix faits en matière d'utilisation des finances publiques. Pour la première fois, le budget de l'Armée dépasse celui de l'Education Nationale.

Dans le même temps, les étudiants en Novembre et Décembre et lors des Etats Généraux, se prononçaient pour le réinvestissement financier de

l'Etat dans nos formations, notamment par le vote d'un collectif budgétaire, à la cession de printemps, à l'Assemblée Nationale.

La participation massive des étudiants sera une force pour réaffirmer notre désaccord avec les choix faits actuellement au niveau de la répartition des finances publiques et notre détermination à vivre dans un monde de paix.

AVEC LE 14,
L'UNEF POUR LA
PAIX ET LE
DÉSARMEMENT

C'est pourquoi, nous proposons dès aujourd'hui de se fixer des objectifs dans le cadre de la préparation de cette journée.

Dès maintenant il est nécessaire de la populariser tant dans nos facs que dans les lieux publics.

Dans chaque ville, des Comités d'Appel des Cent existent. Prenons contact avec eux, pour, par exemple, organiser des soirées-débats dans nos facs et en résidence. Invitons dans le même temps des universitaires chercheurs, à même de répondre aux questions qui se posent sur la recherche nucléaire en liaison avec nos formations. Tenons chaque jour une table dans nos restaurants universitaires, nous permettant de contacter les étudiants, de les informer et de les inviter à lutter pour la paix. Utilisons les pétitions et les tracts pour faire grandir l'idée "Du fric pour les facs, pas de bombe!".

Dans ce cadre-là, nous proposons de tirer un badge national sur ce thème nous permettant des initiatives financières. De même, tenir une table au Restau-U tous les jours, est une occasion de revoir tous les adhérents, de leur remettre leur nouvelle carte et de les intégrer à cette bataille.

Aussi, nous devons faire connaître à la population que les étudiants, avec l'UNEF, s'engagent pleinement pour la paix et le désarmement, pour d'autres choix financiers, notamment le réengagement de l'Etat dans nos

formations. Développons les initiatives publiques dans les centres commerciaux, les gares etc... en utilisant tout le matériel dont nous disposons. Pour la province, organisons la montée des étudiants par car ou par trains en liaison ou non avec l'Appel des Cent.

Le 14 Juin venu soyons vifs, colorés, dynamiques, jeunes. Dans ce cadre, le Bureau National propose de participer dès le matin, à la chaîne allant de St Lazare à l'Opéra, maquillés et déguisés aux couleurs de notre joie de vivre. Décidons, ici une initiative à St Lazare avant le départ de la chaîne. Voyons-en toutes les formes qu'elle peut prendre.

Accueillons tous les participants avec un tract national de l'UNEF sur les propositions qui auront réuni les étudiants. "Bien entendu, nous ne laisserons pas Marc tout seul avec son tronc et ses badges". Nous devons, dans chaque AGE organiser des équipes de collecteurs. Pour avoir toute notre place dans cette manifestation, nous proposons de tenir un stand à l'espace Suzanne Lenglenn, lieu d'arrivée de la manif. Ce stand doit avoir tant un contenu politique que financier, bref, être aux couleurs de l'UNEF.

Comme tu le vois, cette journée entre pleinement dans le développement de la bataille sur les moyens à donner à l'Université. Utilisons-la pleinement pour rassembler toujours plus d'étudiants autour de nos propositions.



INTRODUCTION AU DEBAT

LES EXAMENS

Présentée par:
Dominique
BOUILLAUD
(Bureau National)

L'enjeu, c'est de mettre le syndicalisme au coeur des examens. Après les mouvements de l'Automne, au cours desquels les Etudiants menèrent de fortes luttes collectives, nombreux risquent d'avoir le sentiment, en cette période d'examens, de se retrouver isolés, vulnérables, démunis, seuls face à leur copie d'examen.

Après avoir rejeté l'arbitraire et l'autoritarisme, ils risquent de se retrouver désarmés face au saccage des mandarins revanchards.

ETRE LA OU IL FAUT

Il est traditionnellement difficile de mener des actions durant la période des examens. Pourtant, est-ce à dire qu'il ne faut rien faire? Assurément non, la période des examens n'est pas une période blanche pour l'Université, et les mauvais coups continuent de pleuvoir. Ce n'est pas un hasard si le rapport SCHWARTZ est publié maintenant. La seule difficulté étant que les étudiants sont moins aisément mobilisables que le reste de l'année.

Il convient pour le syndicat de ne pas rester inactif durant la période des examens. Ce qu'il faut, c'est avoir d'autres formes d'in-

terventions que celles que nous utilisons habituellement tout au long de l'année. Il faut nous adapter à la période, c'est cela aussi, le syndicalisme au coeur des études.

Il faut être présents là où sont les Etudiants. Durant cette période il ne faut pas chercher les Etudiants dans les Amphis, alors qu'il n'y a plus de cours, mais plutôt là où ils se retrouvent maintenant. Tenir des tables dans les bibliothèques extrêmement fréquentées en ce moment, y faire signer des pétitions exigeant des moyens pour augmenter qualitativement et quantitativement le service des Bibliothèques universitaires (nombre d'ouvrages, embauche de personnel). C'est un bon moyen de faire la démonstration de la pénurie budgétaire de nos Facs.

Mais nous pouvons également diffuser des tracts à l'entrée des examens. Nous adapter à la période c'est aussi travailler autrement avec les copains. Cela demande de travailler avec tous.

La période des examens est la période la plus importante de l'année pour les Etudiants. Leur priorité est alors de les réussir.

Si le syndicat n'intervient pas à cette période, nous faisons la preuve qu'il ne porte pas son intérêt sur ce qui préoccupe les Etudiants.

Le syndicalisme au coeur des luttes c'est aussi aborder cette question sous une forme nouvelle peut-être, mais qui est indispensable si l'on veut toucher à tous les aspects de la vie étudiante. Ne pas être présents peut être considéré, par les Etudiants comme un désistement, voire une dérobade.

La préoccupation des Etudiants est de pouvoir passer dans l'année supérieure. Cette année, le saccage aux examens sera d'autant plus important que les mandarins veulent prendre leur revanche sur ceux qui ont participé au mouvement de Novembre et Décembre. On touche plus encore le problème de l'échec, de la sélection.

ON COMPTE SUR NOTRE DEMOBILISATION

Mais aussi, le gouvernement profite de cette période pour continuer à faire passer un certain nombre de mesures négatives, en comptant sur la démobilisation des Etudiants.

Je voudrais juste rappeler la circulaire Philippe sur les nouveaux critères d'attribution des Bourses, le projet BARZACH en Médecine, ...

Chaque année, au même moment se pose la question de la démobilisation. Or, aujourd'hui de nombreux atouts sont de notre côté : c'est tout le travail qui a été fait lors des Etats Généraux qui nous donne d'énormes potentialités pour rassembler et agir.

Justement, comment intervenir tout en préparant nos examens?

De quelle manière est-il possible de mener une lutte pendant les examens, sur les mesures sélectives que le gouvernement est en train de faire passer?

Et même, comment mener des luttes sur les examens proprement dits quand tout un amphi se fait saquer?

Se pose ainsi la question du travail de nos adhérents. Plus que jamais, nous ne devons laisser per-

sonne sur la touche. Il nous faut mettre en place des roulements de telle sorte que chacun tienne la table une heure. Les examens, c'est aussi l'orga qui les passe ; nous devons donc prendre en compte ces nouvelles dispositions des copains.

L'on voit pourquoi il ne nous faut laisser personne de côté.

LUTTER SUR LES EXAMENS

Comme on l'a dit, la période des examens est cruciale pour les étudiants et pour le syndicat. D'autant plus que cette année risque d'être une année vraiment "noire".

Nous ne pouvons compter que sur nous pour lutter contre la sélection que les mandarins vont essayer de renforcer.

Pour les empêcher, il faut connaître et faire connaître nos droits, s'organiser pour les défendre et les faire respecter. C'est tout le rôle et l'utilité du syndicat.

Le premier danger qui guette les étudiants dans cette période et sur ce sujet (les examens), c'est le manque d'information..

Dès le début des examens, le syndicat doit faire connaître les droits des étudiants en la matière (double correction, rattrapage, contrôle continu, etc).

CONNAITRE ET FAIRE CONNAITRE NOS DROITS

Pour cela il peut publier les passages des rélements intérieurs sur les examens. On les trouve en général dans les guides que les facs éditent au début de l'année ou au siège de la présidence de l'université.

On peut les publier sous diverses formes. Soit sous forme d'affichettes, soit sous forme de tracts, soit sous forme d'un "guide du

droit de l'étudiant aux examens" que l'on peut d'ailleurs vendre. Sortir tout cela, ne demande pas beaucoup de temps, puisqu'en définitive il suffit de reproduire des textes.

S'ORGANISER POUR LES DEFENDRE

Faire connaître nos droits est une chose, encore faut-il les faire respecter. L'autre danger est la démobilitation du fait des révisions, et souvent de la fin des cours.

C'est là encore le rôle et l'utilité du syndicat de maintenir le lien entre les étudiants pour qu'ils puissent agir collectivement en cas d'injustice.

Ce lien peut être maintenu par une permanence des élus de l'UNEF, une ou deux fois par semaine pendant les examens; permanence popularisée par les tracts.

On peut également organiser des "Comités de défense contre la sélection" avec les autres étudiants pendant les examens.

Cependant, rien ne remplacera nos syndiqués pour connaître et faire connaître l'injustice.

Chaque syndiqué doit être l'antenne du "Comité de défense", ou des élus dans les partiels dans les amphis d'examens. Ils doivent être sur le qui-vive pour que, dès qu'il y a une injustice, ils en fassent part aux autres syndiqués, pour rassembler et organiser la lutte.

LUTTER POUR LES FAIRE RESPECTER

Dès les résultats nous devons organiser la lutte en cas d'injustice. La réussite de cette lutte dépend de notre rapidité et de notre détermination.

Il faut à la fois:

♦ définir avec les étudiants concernés les causes de l'injustice et dégager des revendications précises et collectives. Par exemple, exiger une double correction, un nouvel examen (si le sujet n'a pas été traité en cours ou traité pendant les grèves), la baisse du barème de l'examen, etc.

♦ faire circuler l'information sur l'injustice et sur les revendications (tracts, pétitions).

♦ proposer immédiatement une action collective. Par exemple envahir le bureau de la présidence de l'UFR faire un sit-in à la présidence de l'université etc...

Face à l'enjeu des examens, les étudiants sont en général prêts à agir et à nous suivre pour peu que nous sachions proposer des solutions pour organiser et faire aboutir la lutte.

Pour cela nous devons impliquer tous nos syndiqués, qui sont les premiers concernés, faire passer l'information et empêcher la sélection. C'est également la preuve de montrer l'utilité du syndicat pour faire passer l'information, pour l'organisation de la lutte et surtout... pour nous aider à réussir nos études.



80 ans...

OFFREZ L'AFFICHE
COMMEMORATIVE DES
80 ANS DU SYNDICAT

... CA SE
fêtera !!!

Prix de vente : 30 Frs
Prix de vente A.G.E. : 20 Frs

(A commander au B.N.)

INTRODUCTION AU DEBAT

L'ACCUEIL

Présentée par:

Pierre RAMOIGNINO

(Bureau National)

L'inscription à l'université, pour les étudiants et donc pour notre organisation, est une étape déterminante de l'année universitaire.

Pour les bacheliers, cette première rencontre directe avec l'université est fondamentale.

Ils arrivent dans un monde qu'ils ne connaissent pas et dans lequel il est bien difficile de retrouver ce qu'ils en savent est bien souvent partiel ou faux.

Rien n'est fait pour inscrire tous les bacheliers dans l'université et la filière de leur choix. C'est dire la nécessité de se défendre qui est la leur et le rôle du syndicat.

Notre première tâche est donc de les aider à s'y retrouver en leur montrant la réalité de l'université d'aujourd'hui sans jouer les pleureuses, à la tenue des tables, à notre présence active.

LES MESSAGERIES-CHIC
DU MINITEL-CHOC

Cette réalité, nous l'avons dit, c'est la tentative du renforcement de l'université de la sélection, ne répondant ni aux besoins, ni aux intérêts du pays, mais aux critères étroits de rentabilité du patronnat,

au désinvestissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur. A chaque étape importante cette logique tente de s'imposer.

C'est vrai pour les examens, ça l'est plus encore pour les inscriptions.

Cette année, 30000 nouveaux bacheliers sont prévus, mais seulement 2000 places nouvelles, dont des magistères.

Ce sont 15 à 20000 jeunes, au bas mot, qui vont se retrouver exclus de l'enseignement supérieur, si l'on accepte la sélection par les capacités d'accueil.

C'est un innacceptable gachis humain, l'avenir est la formation de milliers de jeunes. Ce sont des milliers de jeunes qui se sont battus contre la loi Devaquet, à qui nous devons donner les moyens de lutter.

Le ministère et les mandarins ne s'y trompent pas. A Paris VI, par exemple, pour éviter tout rassemblement, l'ensemble des inscriptions va se faire par minitel. Les étudiants formuleront leur demande par minitel et recevront une réponse positive ou négative de la même manière.

Dans Le Monde du 21, le président de l'université explique qu'il pourra éviter les Bacs A et B, et qu'il pourra choisir parmi les mentions.

Le projet RAVEL de Mr MONORY prévoit un système similaire, à titre indicatif.

DE LA DESINFORMATION A LA PROVOCATION

Au moment de s'inscrire, les bacheliers ne savent pas que 10% des étudiants non boursiers peuvent être exonérés des droits d'inscription. Notre objectif doit être de diffuser largement les formulaires que les universités se refusent à délivrer (à Bordeaux, on explique aux étudiants: "vous n'y avez droit que si vous avez moins de 1000F par mois"), afin que de nombreuses demandes soient remplies et que l'action organisée aboutisse à la prise en compte par les universités et par les étudiants du décret de 84.

Les orientations du Rapport Schwartz commandé par le Président de la République, sur proposition de Chevenement:

- ♦ création de centres d'excellence
- ♦ montant des droits d'inscription à 1000F
- ♦ création de DEUGS professionnalisés et de DEUGS normaux

constituent une formidable provocation.

Un million d'étudiants étaient dans la rue en Décembre contre la sélection, le projet Devaquet, et l'on ose aujourd'hui présenter des rapports reprenant ces thèmes. "Vous êtes gentils" semblent-ils tous dire de Chevenement à Valade, "mais vous n'avez pas bien lu, il faut être raisonnable..."

L'UNEF : LE MOYEN D'ETRE ACTEUR

Avec l'information, les luttes très diverses menées avec les bacheliers sont le moment d'un rassemblement durable avec le syndicat:

A Paris, le rassemblement des étudiants pour refuser le système RAVEL sur la base d'une information massive et d'A.G. de bacheliers, partout les lycéens doivent être informés de leurs droits; pour la distribution du guide national, lors des résultats du Bac; par la diffusion de tracts rappelant nos positions qui sont également celles des E.G. : "inscription de tous les bacheliers dans l'université et la filière de leur choix"; suppression des D.I., réengagement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Un appel des élus étudiants prenant position sur le rapport Schwartz, les AGE doivent se soucier de recenser les copains disponibles en Juillet, de les réunir pour préparer les chaînes, le matériel. C'est lors de la remise des cartes, qui doit débiter dès maintenant, lors des congrès d'AE, d'une Assemblée Générale de fin d'année, que la préparation se fera. C'est réaliser dès maintenant le guide local.

Aider les bacheliers, les renseigner rassembler le plus largement possible. Permettre à chacun de mener la lutte, de la multiplier, d'être acteur, afin de lui donner l'ampleur nécessaire pour que, tous azimuts, la rentrée soit sous le signe du rassemblement dans l'action, pour défendre le droit aux études. C'est renforcer l'activité d'un syndicat de luttes, et faire aboutir la volonté de ne pas subir, manifestée par les étudiants en Décembre.



RAPPORT sur la préparation du 72ème CONGRES

Présenté par:
Vincent MARKIDES
Secrétaire National à
l'organisation

Chers Camarades,

Notre rencontre des Bureaux d'AGE est un moment important. C'est un échange d'expériences de luttes, de combats, de rassemblements qui est irremplaçable.

Aussi, en abordant ce rapport de préparation du 72ème Congrès, nous entamons une discussion qui touche le présent et l'avenir de notre organisation.

Depuis le 1er mars, date de l'annonce de la tenue de notre congrès, en passant par la Conférence Nationale des 11 et 12 avril qui en donna le lieu : St Etienne, il s'est passé deux mois et demi qui vont compter dans la préparation de ce rassemblement.

Il y a déjà eu deux rapports sur cette question durant la période dont je viens de parler. Et ce n'est pas dans nos habitudes d'avoir une si grande période de préparation et donc d'avoir autant de rapports sur cette question.

C'est pourquoi nous allons essayer d'analyser et de faire un bilan de notre activité précédente et aussi d'aller plus loin dans les implications que nécessite la tenue de l'évènement stéphanois de Novembre 87.

UNE PERIODE TRES DENSE

C'est vrai que nous avons besoin de mieux apprécier ce que notre activité a pu apporter à la préparation de notre congrès. Depuis la décision de tenir congrès à l'automne, en effet, des évènements majeurs ont eu lieu, tels que les Etats Généraux, les élections nationales au CROUS, la Conférence Nationale de notre syndicat. Dans le même temps, le gouvernement accentuait sa politique universitaire, décret Valade sur les CROUS, réforme Barzach en médecine, circulaire Philippe contre les boursiers.

Aggravation de la situation avec l'apparition du rapport Schwartz et son étrange ressemblance introductive avec le projet Devaquet. voilà bien quelque chose de peu ordinaire. A quelques semaines d'intervalle, apparaissent deux rapports, d'un côté celui des étudiants au sortir des Etats Généraux, de l'autre le rapport Shwartz du Comité National d'Evaluation mis en place par le ministère Chevènement.

Pour le second, nous n'avons pas à nous faire de soucis, il a assez de supporters pour qu'il trouve les appuis nécessaires à son application dans les faits et plus vite qu'on ne pourrait le croire.

Pour le premier, par contre, celui des Etats Généraux nous serons bien les seuls à pouvoir le concrétiser, à l'exiger sur nos facts. C'est bien là aussi un de nos enjeux pour le congrès. Car dans ce dossier existent de nombreuses revendications pour porter atteinte à l'université d'élite et de la sélection.

Pourtant ceux qui cherchent à réduire les étudiants au simple rôle de consommateurs, ceux-là même qui réduisent le nombre de boursiers et augmentent les droits d'inscription, que tous ceux-là ne se croient pas à l'abri du rassemblement des étudiants

Bien sûr, ils ne perdent pas un seul instant pour agir et ils choisissent bien les époques pour faire passer leurs mesures.

PLUS QUE JAMAIS, CONSTRUIRE UN SYNDICAT DE MASSE

En effet, les mesures prises à la suite du projet Devaquet, les réformes en cours en médecine comme sur les bourses, démontrent qu'ils s'attaquent résolument à nos acquis.

Ils veulent construire les universités d'élite, petit à petit.

Si cela devait nous apprendre quelque chose, c'est que plus que jamais, il est nécessaire de construire un syndicat de masse.

Aujourd'hui, plus d'un an après le congrès de Limoges, nous mettons en place des pratiques nouvelles et qui vont loin. C'est ce que montrent les premiers congrès d'AGE; mais j'y reviendrai.

Avant, il nous faut revenir sur les élections universitaires, aussi bien au CROUS que dans les UFR, à Toulouse ou à Rennes par exemple.

Elles démontrent, s'il en était besoin, la nécessité d'approfondir notre démarche syndicale. Nous construisons notre rapport de force dans les amphis et celui-ci n'est en notre faveur que lorsque nous créons l'évènement.

On peut compter aujourd'hui les facts, les amphis ou les Trvx Dir. où l'UNEF est une force.

Parce que dans le même temps, on peut compter les facts les amphis ou les T.D. où l'UNEF développe son activité. Cette activité n'est pas seulement celle de nos bastions, loin de là. On peut trouver de tels T.D. à Nanterre, Tolbiac ou Dijon.

Cela prouve qu'avec notre démarche exploitée au mieux, personne n'est à notre niveau., de cela aussi il faut tenir compte dans la préparation de notre congrès.

Pour nous aujourd'hui, l'état des luttes et de la mobilisation ne sont que des étapes, des objectifs à dépasser. Nous prenons chaque jour des décisions pour aller plus loin, pour s'agrandir, pour gagner et les premiers congrès d'AGE qui ont eu lieu en sont la preuve.

LES CONGRES D'AGE UNE ECHEANCE DECISIVE

Avant tout, je voudrais, au nom du Bureau National, féliciter pour sa réélection à la présidence de l'AGE-Grenoble, Thierry Liotard, et souhaiter plein succès à l'ensemble de la nouvelle direction de l'AGE élue le 17 mai.

Je voudrais aussi féliciter la nouvelle direction de la Fédération d'Association des Etudiants de Bordeaux élue le 22 mai et son nouveau président Michel Autier. Enfin, je voudrais féliciter également pour son élection à la présidence de l'AGE de Toulouse, Pierre LACAZE, et souhaiter plein succès à la nouvelle direction de l'AGE Toulouse élue le 17 mai.

Je m'arrêterai plus particulièrement sur le congrès de l'AGE Toulouse, d'abord parce que ce fut le premier (il a débuté le 15 mai), mais aussi parce qu'il est le nouveau reflet de l'UNEF. Une UNEF qui avance dans son orientation.

Des syndiqués nouveaux, pour le plus grand nombre, qui n'évitent aucune question et qui posent franchement les problèmes. Des syndiqués pour qui le congrès crée l'évènement et prend des décisions. On double le nombre d'associations, quand on sait ce qu'est une association à Toulouse, ce n'est pas rien. On crée un journal de l'AGE, on se fixe la mise en place des panneaux d'associations, on crée au sein de la direction d'AGE des secteurs d'activité, des commissions de travail.

Mais on est aussi exigeants, on veut mieux connaître l'UNEF et puis participer au financement de l'Union Nationale. On attend aussi une aide importante pour la formation des adhérents. Je peux d'ores et déjà leur répondre qu'au nom du secteur orga du Bureau National,, nous sommes prêts à prendre, pour Toulouse comme pour toutes les AGE de France, toutes nos responsabilités pour développer une politique de formation des adhérents, au niveau où la situation l'exige.

Voilà des premiers congrès d'AGE qui s'ouvrent vers des perspectives de développement, de structuration de notre syndicat. On peut s'assurer qu'après chaque congrès d'AGE les structures de base du syndicat sont prêts à mener plus loin nos adhérents.

UNE INTEGRATION IMMEDIATE DES NOUVEAUX SYNDIQUES

Mais la préparation du congrès stéphanois se place aussi dans la période d'accueil des nouveaux bacheliers. De juillet à septembre jusqu'à l'amphi d'accueil d'octobre, c'est aussi une étape de construction du rassemblement de novembre 87.

Aussi, le congrès doit-il être rendu public dès maintenant. Sur les chaînes, c'est une manière d'encourager nos copains à se mettre au travail grâce à cette perspective de grande ampleur.

Ainsi, il est possible de faire des réunions en fin de journée, après les chaînes, sur ce thème. Des réunions qui peuvent être informelles, mais qui mettent en place des modes de fonctionnement qui permettent à chaque délégué de préparer le congrès, en faisant le bilan de sa formation, ou en collectant son mandat.

Les chaînes de juillet à septembre c'est donc aussi le moment où l'on profite d'être sur la fac.

C'est dès maintenant que l'on règle l'échéancier de la rentrée, que l'on fait la liste des dates de rentrée, que l'on voit chacun avant de partir en vacances pour lui donner un rendez-vous à la rentrée. Nous nous préparons une rentrée fructueuse et riche en évènements, mieux vaut être prêts pour ne pas perdre de temps.

RENFORCER L'UNEF, C'EST ENRICHIR NOTRE ORIENTATION

Voilà qui doit nous inciter à aller plus loin désormais dans la préparation de notre congrès. Nous n'en sommes plus aux préliminaires. Il est désormais inconcevable qu'un adhérent de l'UNEF ne sache pas que va se dérouler un congrès, à St Etienne, l'automne prochain. N'attendons plus pour que les adhérents reçoivent un courrier les informant sur cette question.

Pourtant, une fois de plus, la mobilisation des étudiants fera la différence pour créer le rapport de force en faveur des acteurs des universités, et il sera le seul à pouvoir le faire.

Avec la discussion que nous avons eue hier, nous nous donnons les capacités de mobiliser les étudiants en construisant du solide pour l'avenir. C'est bien cela la perspective de notre congrès, c'est bien cela qui les inquiète.

Avec la remise des cartes, le 14 juin, les chaînes, les examens, le congrès, le collectif budgétaire, nous avons de quoi informer nos adhérents.

En faisant cela, nous nous donnons plus de chances d'intéresser chaque adhérent à la vie de son association. Si la question aujourd'hui est de savoir combien de copains peuvent être mobilisables, cela ne doit pas nous empêcher de compter chaque adhérent pour un. Cela ne doit pas nous empêcher de demander publiquement à chaque étudiant de nous rejoindre pour mener jusqu'au bout nos actions. Aujourd'hui le meilleur bulletin d'adhésion c'est un tract qui reprend tout cela et qui propose à l'étudiant d'adhérer, pour agir avec nous ou bien même pour être informé au quotidien.

Adhérer à l'UNEF c'est aussi tout simplement vouloir posséder une information d'une autre source que celle du consensus universitaire actuel qu'on peut lire dans les journaux.

Voilà une préparation qui s'annonce bien remplie, il n'y a donc aujourd'hui aucun temps libre dans notre activité.

En mettant en oeuvre nos objectifs selon le besoin de notre AGE, sans restreindre son activité, mais sans non plus oublier les perspectives d'avenir qui nécessite de construire du solide.

FAIRE VIVRE A PLEIN
LA DEMOCRATIE
SYNDICALE

La situation implique donc que nous fassions vivre à plein la démocratie syndicale. Ce congrès annuel n'aura pas lieu parce que c'est statutaire, mais parce que c'est une nécessité. Toute notre organisation doit lier sa réflexion à la situation universitaire et à son activité.

Les assemblées générales, les congrès d'association et les congrès d'AGE doivent se nourrir des luttes et par là même en impulser de nouvelles. Le congrès n'est pas un entracte dans la vie du syndicat, mais le moment où tous nos adhérents approfondissent l'analyse du syndicat. Les congrès d'AGE ne peuvent donc se contenter de discussions générales, ils doivent se fixer des objectifs de renforcement, d'implantation, de situation de nos associations.

Ce sont donc des congrès d'AGE d'adhérents responsables qui doivent avoir lieu.

Des congrès qui prennent des décisions d'implantation; nous devons aller encore plus loin dans la construction d'une grande organisation rassemblant les étudiants pour défendre leur droit aux études.

Posons nous la question lors de ces congrès, de la présence de l'UNEF dans telle ou telle UFR et de son absence dans telle ou telle autre.

En effet, il ne peut y avoir de secteur d'études qui empêche l'implantation du syndicat. Les étudiants de droit, de gestion, ne sont-ils pas soumis à la sélection, à l'arbitraire mandarin, et ne les ont-ils pas combattus cet hiver?...

Nous nous devons d'ôter tous les freins que se mettent les copains. Abordons franchement cette discussion avec la volonté de résoudre un à un les problèmes qui se posent à notre AGE.

Ces congrès doivent planifier le travail d'implantation, décider de la présence de l'UNEF dans les 2^{cd} et 3^è cycles qui sont souvent délaissés, surtout que nous y avons souvent d'anciens copains ayant décidé de prendre leur "retraite syndicale", considérant qu'ils avaient assez donné en DEUG. Ce genre de pratiques doit disparaître de même que la frilosité de l'UNEF et de son intervention dans des formations telles que les IUT. Nous ne pouvons non plus tenir de grands discours sur la structuration par associations. Si pendant cette période, nous ne préparons pas le 72^e congrès, justement en travaillant par associations.

De la même façon que les congrès d'AGE préparent le congrès national, les congrès d'associations doivent préparer les congrès d'AGE. Ce travail en profondeur nous permettra de contacter nos adhérents et de faire le point avec eux sur l'activité du syndicat et des perspectives qui s'ouvrent à lui.

Cette structuration par associations n'a pas pour but d'isoler les étudiants dans leur UFR, mais bien au contraire de donner à nos associations générales l'efficacité maximale que demande la période.

En effet, ce serait encore un frein de se fixer comme unique mode de fonctionnement celui de l'assemblée générale plénière même pour les petites AGE.

Je m'explique, notre ambition est celle de découpler le nombre de nos adhérents, pour cela il nous faut développer et structurer nos associations au plus près des étudiants et de leurs préoccupations.

Une AGE qui n'a pas ce souci, se prive de moyens privilégiés pour avancer dans la mise en oeuvre du syndicalisme au coeur des études; en effet, dans ce cas elle disjoindrait complètement sa réflexion et ses prises de décisions du lieu où les étudiants subissent de plein fouet la crise de l'Université, c'est-à-dire leurs amphis, leurs T.D. Mais ce travail d'associations, pour qu'il soit efficace, doit être coordonné par un bureau d'AGE.

Le congrès d'AGE doit donc aborder le rôle, l'organisation et le travail du bureau d'AGE.

Celui-ci n'est pas une structure coupée dureste des associations, il est le lien permanent entre les associations et l'Union Nationale.

A l'intérieur de ce bureau d'AGE doivent se mettre en place les différents secteurs qui fondent l'activité de notre syndicat.

Ces secteurs, Orga, Aide Sociale Elus, Trésorerie, Luttes, Presse, Propa, et Inter, et leur mise en place ne se fait pas d'elle-même.

Ils demandent donc une discussion approfondie lors du congrès d'AGE. En effet, pour que ces secteurs aient une réelle efficacité, chaque copain doit être persuadé de leur utilité.

Enfin, toutes ces structures ne vivent que si on les utilise à plein.

Le congrès doit être ambitieux sur la périodicité des réunions du bureau d'AGE et du collectif d'AGE.

Je m'attarderai quelque peu sur ce dernier. Il est composé des membres du bureau d'AGE et des premiers responsables d'associations. Il est le véritable organe de direction de nos AGE, sa réunion est un gage de la démocratie de l'UNEF. IL nous permet de faire le point régulièrement sur l'activité de l'AGE et de prendre les décisions qui influent sur la vie de l'UNEF.

Aussi, j'invite les AGE à en fixer la composition lors du congrès et de s'y tenir. En effet, sa composition ne peut sans cesse varier, ou cela nuit au développement et à la continuité de la réflexion des AGE.

LE TEXTE PREPARATOIRE, UN VASTE DEBAT DANS LE SYNDICAT

Alors, maintenant, le rôle de la discussion sur le texte de préparation du congrès.

C'est inhabituel dans l'UNEF, qu'un texte de préparation soit proposé ainsi à la discussion des congrès d'AGE.

Ce texte qui n'est pas le projet de résolution doit donner aux AGE des pistes de réflexion.. Ce texte est à considérer comme un détonateur de discussion mais en aucune manière il ne doit jouer le rôle de cadre strict, hors duquel la réflexion ne pourrait avoir lieu.

Aussi, nous ne demandons pas aux AGE de l'amender paragraphe par paragraphe. Il peut, bien sûr, donner

naissance à des avis qui peuvent l'illustrer, le contredire, il peut être à la source de contributions écrites que recueillera le Bureau National.

En effet, chaque période de préparation ouvre une tribune de discussions au sein de l'UNEF-INFORM.

Ces contributions doivent être envoyées au Bureau National et comprendre moins de 1200 signes (espaces entre les mots compris).

Le texte de préparation sera envoyé dans le courant de la semaine, à tous les membres des bureaux d'AGE, en effet, pendant 2 nuits blanches, le Bureau National a travaillé pour qu'ils soient prêts aujourd'hui, il ne reste plus qu'à le taper et vous le faire parvenir.

Ce texte ne se veut pas un projet de résolution, il pose des problèmes, des questions, il donne des affirmations pour qu'elles soient discutées, que des réponses soient apportées pour construire un projet de résolution qui soit plus que jamais le reflet de toute l'UNEF.

Toutes ces discussions permettront à une commission mise en place par le Bureau National de formuler un projet de résolution qui, à l'issue du congrès de Saint Etienne, définira l'orientation de notre syndicat.

NOS DIRIGEANTS D'AGE SONT DES DIRIGEANTS NATIONAUX

Enfin, les congrès d'AGE sont aussi le moment où nous élisons nos directions d'AGE. Il va sans dire que le rôle de la direction est à aborder dans la discussion. Cette dernière doit être à la base de l'impulsion des luttes et de la vie de l'AGE.

Le choix de nos premiers dirigeants n'est donc pas quelque chose de facultatif, mais au contraire une décision qui influe sur l'activité toute entière de l'UNEF.

Ce choix doit être en fonction des objectifs de développement et de structuration que se sera fixé le congrès d'AGE.

Il ne faut surtout pas séparer ces élections du développement de notre organisation. Donner des responsabilités à un adhérent, c'est lui permettre de s'intégrer plus encore. C'est aussi lui permettre de s'épanouir grâce, et par le syndicalisme conçu uniquement comme un moyen de défense des étudiants et de transformations de l'Université et non pas comme un but en soi.

Surtout n'oublions pas que le président et le secrétaire à l'orga de chaque AGE sont membres de droit du Collectif National de l'UNEF et à ce titre dirigeants nationaux.

Ils ont donc la responsabilité de participer toutes les fois qu'il est nécessaire aux collectifs nationaux. Le fait de prendre la responsabilité de ne pas venir à un collectif national, entrave sa réflexion et par là même celle de toute l'Union Nationale et ceci est très grave pour le syndicat.

L'OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Cette préparation du 72^e congrès, s'étale donc sur plusieurs mois, elle se fait donc par la tenue de ces congrès d'AGE et pour les AGE qui ne le feront pas avant le mois de Juin, par la réunion d'assemblées générales de fin d'année.

Ces réunions de fin d'année, ces assemblées générales, doivent être un point d'appui pour la préparation de notre congrès. Les raisons sont multiples: il y a le texte de préparation qui doit être vu par chacun, mais aussi discute par toute une AGE pour en définir sa nécessité ou son décalage vis-à-vis de sa ville.

C'est préparer le congrès dans les formes, avec les vacances nous pouvons mettre en place des méthodes qui serviront à la rentrée.

Cela nous permet d'avoir dès la rentrée des délégués qui construiront le rassemblement de Saint Etienne, qui ont commencé à collecter leur mandat.

Bien sûr, ces assemblées générales sont aussi le moment de faire le point sur la remise des cartes, elles ne sont pas des préalables à la tenue des chaînes ou à la rentrée, mais elles sont encore une fois une exigence incontournable.

Notre progression vers le congrès de St. Etienne est déjà bien avancée. Mais en allant encore plus loin, nous avons toutes les chances d'en sortir renforcés.

Ainsi, d'ores et déjà nous pouvons commencer à s'inscrire pour participer au congrès et à se fixer des objectifs de délégués par association.

Avoir un délégué dans son association, dès maintenant, un délégué qui lutte, c'est mettre une chance de plus de son côté pour construire du solide.

Le 72^e congrès de l'UNEF n'est pas un début du rassemblement. Il n'est pas non plus un aboutissement des luttes. Il représente une étape vers un syndicalisme de masse, vers le syndicat au coeur des études. Il est de notre responsabilité à tous de faire réussir cette grande initiative.

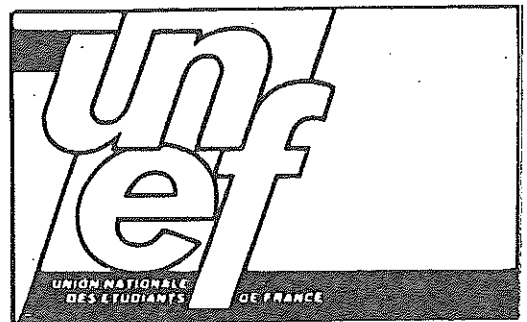
Je vous invite tous à vous faire inscrire pour participer au congrès et d'ici là, je vous souhaite de grandes luttes, et nombreuses adhésions.

Pour le syndicalisme au coeur des études tous au congrès, tous à Saint Etienne.



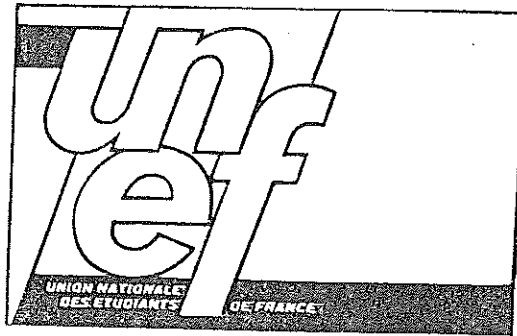
maintenant sur
MINITEL

3615-UNEF



72, rue de Clichy, 75009 PARIS - 42.81.33.11

- 1 Infos Nationales
- 2 Infos Régions
- 3 Service
logement
- 4 les Facs vous
proposent
- 5 PA médecine chu
- 6 Divers



en 1987,

le CROUS fut stoppé à Poitiers

En mai, le CROUS de POITIERS prend la décision de modifier le système de caution pour les chambres en Cité.

Tous les étudiants doivent fournir la caution d'un salarié en joignant un bulletin de salaire.

Cela est impossible pour beaucoup d'étudiants étrangers.

Gare aux étudiants dont les parents sont au chômage !

Une assemblée générale fut convoquée; à laquelle étaient présentes 7 associations d'étudiants étrangers, et l'UNEF, en la personne de Ludovic GAILLARD, élu au CROUS de POITIERS.

Les étudiants décidèrent de se rendre en délégation au CROUS pour refuser cette décision arbitraire et dangereuse (motivée par le fait que "beaucoup d'étudiants", puis 50, puis 17, après vérification, n'avaient pas payé leur loyer)...lequel CROUS leur opposa un refus.

A l'AG suivante, la grève des loyers fut votée à l'unanimité.

Quelques jours après, le CROUS convoque notre élu et les associations d'étudiants étrangers, il recule : les étudiants n'ayant pas la caution d'un salarié avec bulletin de salaire et tutti quanti, peuvent quand même se loger. Mais cela ne sera pas indiqué dans les plaquettes du CROUS, qui continuera de le demander.

Lors d'une nouvelle AG, les étudiants décidèrent que le CROUS n'offrait pas de garantie et que les promesses s'effiloquent au cours du temps, le CROUS ferait en deux fois ce qu'il n'avait pu faire en une!

Il décidèrent de l'envahir.

Ce n'est qu'après cette occupation, qu'enfin le directeur accepta de supprimer cette mesure, purement et simplement.

Ne nous contentons pas de demi victoires; à tous les niveaux, celui des lois comme celui de l'arbitraire d'un directeur de CROUS, si l'esprit reste, l'application ne tarde pas à venir.

La vaste campagne de grèves des loyers qui s'annonce, face à l'augmentation prévue de 20% des loyers en Cité, nécessite également que, résidents comme non-résidents, nous nous organisions efficacement pour combattre l'accroissement de la sélection sociale.

L'activité des étudiants doit être suivie, continue, pour ne pas perdre en un mois d'indifférence, les acquis d'une semaine de lutte épuisante.

Cela demande entre étudiants, entre adhérents, plus de discussions sur le pourquoi des actions : à terme, le manque de chambres, leur prix élevé, débouche sur l'acceptation de loyers chers, en H.L.M. ou en ville, comme seule solution au problème de logement.

La seule solution, ça n'est pas le repli sur soi, mais l'organisation de tous, des objectifs d'action précis, des perspectives, une réflexion commune, la progression du rapport de force dans l'UNEF et la FRUF.

Que chacun puisse se loger, que la réflexion de tous puisse permettre de mettre durablement en échec les menées parfois perverses (circulaires, modifications de détail, voire simplement abstention) du CROUS pour gérer la situation actuelle.

Les réserves financières du CROUS doivent être utilisées, et CROUS par CROUS, le réengagement de l'Etat apparaîtra nécessaire à tous.

La remise des cartes: quelques enjeux

La fin de l'année universitaire représente toujours un moment particulier de la vie du syndicat.

Les examens qui sanctionnent notre année d'études nous orientent dans deux voies principales mais divergentes : la poursuite de nos études ou bien l'arrêt. Il en va de même pour tous nos syndiqués.

En quelque sorte, les mois de juin à septembre sont une transition pour notre orga, mois durant lesquels elle se recompose.

NEGOCIER L'AVENIR

Il s'agit donc de bien envisager tous les aspects du problème. Il n'est pas exagéré d'affirmer que les AGE jouent leur avenir chaque été. Les enjeux sont multiples. A commencer par la mise en oeuvre de notre orientation.

Le syndicalisme au coeur des études est beaucoup plus qu'un slogan. La manière dont toute l'UNEF s'en est emparée démontre que c'est une nécessité : pour le mouvement étudiant, pour le développement du syndicalisme de luttes à la fac. Le mettre en pratique constitue un travail de longue durée, à l'échelle des étudiants, tout du moins. L'expérience, dans ce domaine, va encore compter.

DES SYNDIQUES DANS TOUS LES CYCLES

La stabilité de notre orga est loin d'être acquise. Même si l'on manque de données, on s'aperçoit que les effectifs des AGE sont renouvelés par moitié à chaque début d'année, et ce, dans le meilleur des cas.

Il s'agit bien d'une reconstitution de notre orga, de nos cadres. Quelques unes des entraves à notre structuration provient de cette mobilité trop importante des syndiqués.

La remise des cartes, dès le mois de juin, permet de prévenir en partie cette sorte de problèmes, et d'asseoir rapidement l'association ou l'AGE sur des bases plus solides. L'intégration des nouveaux syndiqués ne s'en fera que mieux.

Mais audelà de l'expérience, avoir une bonne remise de cartes, c'est assurer immédiatement la présence de l'UNEF dans tous les cycles d'études.



UNE QUESTION D'EFFICACITE

La mise en oeuvre du syndicalisme au coeur des études revêt en permanence deux aspects qui se rejoignent :

- l'analyse de la situation qu'on subit.
- l'information, la prise de décision, l'organisation de la lutte sur un problème particulier.

Au centre, "au coeur", l'amphi, le lieu de notre formation.

Chaque année, chaque T.D. où nous ne sommes pas, c'est autant d'enlevé, non seulement à l'efficacité de nos luttes, mais encore à notre analyse d'une université qui est, toujours, en pleine modification.

Etre dans tous les cycles, c'est une décision que chaque bureau d'AGE doit prendre. Et il est évident que la remise des cartes est un puissant atout pour commencer.

UN DEBUT DE STRUCTURATION

Puisque nous sommes à un moment où l'orga se reconstitue, il s'agit aussi de tirer le bilan de nos carences, de nos insuffisances pour tenter d'y remédier.

Notre fonctionnement est encore trop concentré au niveau des AGE. Peu d'associations existent effectivement. Un constat quelque peu inquiétant quand on sait qu'elles représentent le thème majeur de notre 68^e congrès voici 4 ans maintenant !

Cela a pour effet de conduire certaines AGE à un syndicalisme d'élite, étriqué, en contradiction avec notre orientation.

Utilisons cette fin d'année et les réunions d'anciens/nouveaux syndiqués pour justement mettre sur pied ces associations d'UFR, réfléchir sur leurs structures, etc... D'autant que la configuration géographique éclatée des universités (qu'elles soient de province ou de Paris) obligent nos AGE à décentraliser les décisions - donc à créer des associations par campus ou par UFR.

ETATS GENERAUX
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(27, 28 et 29 mars 1987)

Recueils des rapports : 125 pages
Prix : 27 Frs
(A commander au B.N.)

LE PROBLEME DE FOND

L'UNEF n'est pas la propriétaire des luttes. Elle n'en est que l'initiatrice et le gage de son efficacité. Dire ceci n'est pas réduire son rôle, c'est le préciser.

Le problème de fond qui est posé à l'UNEF n'est pas de mener des luttes mais de rassembler largement autour de ces luttes, de permettre au plus grand nombre d'étudiants de s'exprimer, de décider efficacement sur leur avenir.

Porter toute notre attention à nos syndiqués, avoir le souci d'en accueillir beaucoup d'autres, c'est l'essentiel. Le reste en découle.

La bataille de la remise des cartes est la première mesure à prendre. Les enjeux qu'elle recèle, évoqués plus haut, en déterminent son importance pour l'avenir.



(Les 11 et 12 Avril 1987 à Orsay (P XI): La Conférence Nationale de l'UNEF)

Art. 27.

Les étudiants participent à la gestion des établissements. Ils disposent de la liberté d'information et d'expression. Ils exercent cette liberté dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche et qui ne troublent pas l'ordre public.

Cet article issu du défunt projet Devaquet semble posséder une vitalité qui surprend.

A St Maur la doyenne refusait de prêter les locaux pour le tournage du film qui passa finalement le 14 novembre 86 sur FR3.

Ce film, réalisé par l'UNEF, était susceptible de déclencher l'émeute dans son établissement, notamment avec l'UNI dont le score électoral passait de 35% à 24% (celui de l'UNEF passait de 11 à 33%).

Les mesures vexatoires prises à l'encontre de l'UNEF dans ce centre s'accumulaient :

- ♦ après les élections, on nous supprime la moitié de nos panneaux en les redistribuant à l'UID qui n'obtenait que 15%.
- ♦ sous prétexte de manque de matériel, on nous saisit tout le notre : tables, chaises, bancs (seule une table et quatre chaises sont épargnées).
- ♦ on nous refuse, en octobre 85 un amphî pour un débat sur le budget, sur la suppression totale (prévue) de la participation de l'Etat à notre sécu.
- ♦ on nous refuse, à la rentrée 86, une salle pour notre réunion d'information (dans le même temps, l'UNI obtient satisfaction).

A chaque fois, c'est le trouble de l'ordre public ou la liberté qui sont invoqués par la doyenne.

mais aujourd'hui l'affaire atteint une gravité inégalée depuis longtemps : la poursuite en justice.

En effet, forts de notre droit l'UNEF et les étudiants appelés à se mobiliser le jour du tournage, se sont opposés à ce coup de force de la doyenne. Montant en délégation (conduite par Emmanuel MARIN, élu au Conseil d'Administration par plus d'un tiers des étudiants), ils tentèrent de régler par le dialogue cette odieuse atteinte au droit élémentaire qu'est la liberté d'expression.

C'en fut trop pour cette doyenne qui échouait depuis deux ans dans sa tentative de casser l'UNEF : vexations, pressions pendant les élections, prises de position ouvertes en faveur de l'UNI. Non, vraiment, il fallait faire plus fort en s'attaquant directement aux individus. C'est ce qu'elle fit, sans plus tarder.

Une plainte contre X fut déposée (par elle), au tribunal de Grande Instance de Créteil, pour "violences et voies de faits commis par un citoyen chargé d'un ministère de Service Public dans l'exercice de ses fonctions".

A travers elle, c'est l'étudiant en licence d'Economie, l'ancien Président de l'AGEP 94, l'élu au Conseil d'Administration, qui est visé.

Mais quand celui-ci est secrétaire national de l'UNEF, il est clair que Mme la Doyenne a décidé de viser haut et fort (cf motif).

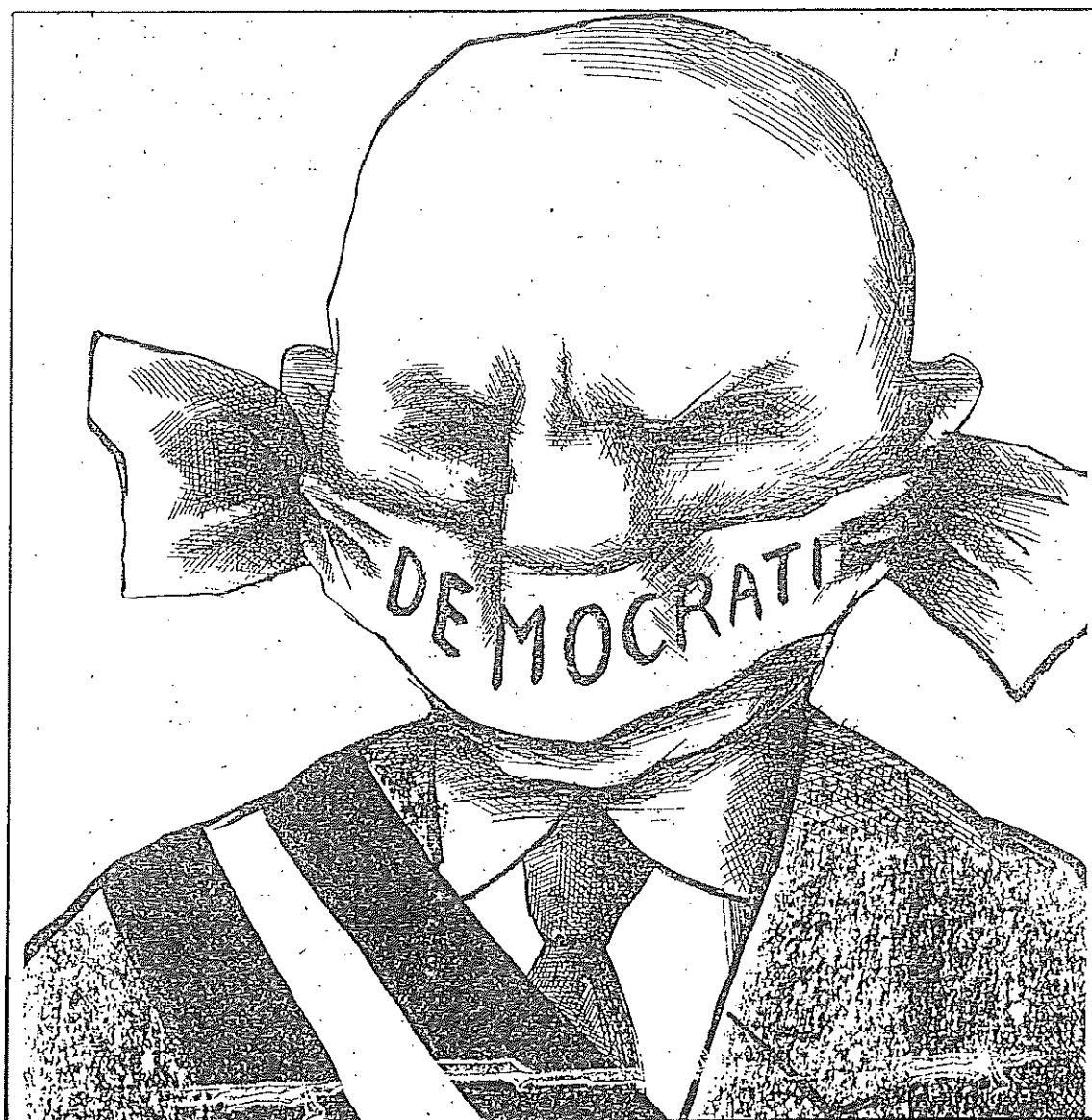
Depuis, pour elle, tous les coups sont permis : fait étrange, l'UNI se trouva en possession de notre courrier.. et ce fut l'occasion d'une féroce campagne de diffamation contre l'AGEP94-UNEF : financement par Moscou, courroie de la CGT, escroquerie financière, trouvent leur source de financement dans une subvention, le courrier de l'U.D., une facture en cours de règlement (...).

Les mandarins veulent donc prendre leur revanche sur le mouvement en tentant

d'étouffer l'organisation des étudiants, en faisant pression sur les militants pour qu'ils rentrent au bercail.

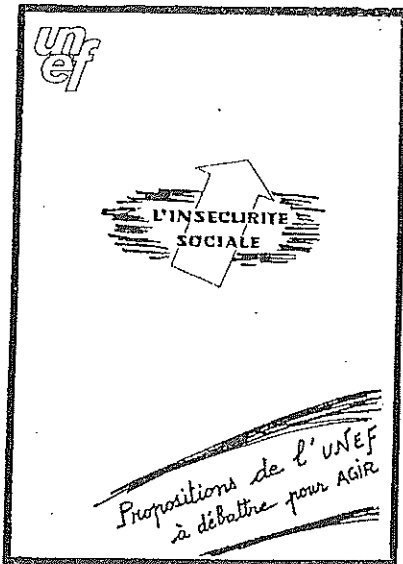
Est-ce un hasard si, au cours des élections aux Oeuvres, on empêchait les candidats d'Orléans de se présenter "soutenue par la FRUF et l'UGE" car motif : "c'est pareil que l'UNEF et puis on les connaît pas"; ou comme à Strasbourg où l'on refuse de tirer nos professions de foi parceque, dicit l'Administration "elles sont un tissu de mensonges"...

Pour mettre échec à cette rentrée en force du projet Devaquet, il n'y a qu'une solution, informer, agir, organiser .



15 places pour le NICARAGUA

L'UNEF présente ses deux nouvelles brochures: des propositions pour débattre et agir...



...Sur la protection sociale étudiante...



...Sur les questions universitaires...

Disponibles au Centre National de Documentation de l'UNEF (72 rue de Clichy, 75009 Paris) contre l'envoi de 5 timbres poste à 2,20F ou dans les locaux du syndicat de ta fac.

L'Union des Etudiants du NICARAGUA (UEN), tiendra son prochain congrès au mois d'août à MANAGUA.

Lors de ce congrès, les étudiants Nicaraguayens veulent affiner leurs formes d'intervention en vue d'améliorer leurs conditions d'études, tout en prenant en compte la place que l'enseignement supérieur doit occuper aujourd'hui dans une société qui cherche à s'épanouir.

Lors du "Triunfo" de la révolution Sandiniste en 1979, il y avait 8000 étudiants au NICARAGUA, grâce à une politique d'aide sociale sans précédent et à la décision du gouvernement de faire de l'éducation un droit effectif par la gratuité, le nombre des étudiants est passé à 30.000.

Cette nouvelle donnée implique des problèmes nouveaux, auxquels les étudiants cherchent à répondre aujourd'hui.

Les attaques menées par les nostalgiques du passé, regroupés dans la "Contra" et soutenus par les Etats-Unis, ne facilitent pas la tâche. Les conséquences de cette guerre ne permettent pas au pays de développer son économie par l'investissement dans les divers secteurs de la production.

Les progrès réalisés en huit ans par ce petit pays, malgré toutes les pressions dont il est victime, montrent la volonté farouche des Nicaraguayens de garder et faire respecter leur indépendance, gagnée avec tant de sacrifices.

L'UNEF peut se solidariser avec cette lutte en participant aux initiatives prévues par l'UNEN et par l'UIE. Ainsi, lors de la dernière rencontre entre l'UNEF et l'UNEN, nous avons réaffirmé les idées et propositions avancées lors d'un communiqué commun en novembre 86, notamment l'envoi d'une brigade qui participera à la récolte du café en janvier prochain.

Cette initiative demande une très bonne organisation, c'est pour cela que nous demandons à toutes les A.G.E. d'inscrire le plus vite possible les probables candidats, d'autant plus que nous ne pourrions assurer que 15 places pour ce mois de janvier.

Prenant en compte les conditions dans lesquelles le peuple et les étudiants du NICARAGUA se battent aujourd'hui, l'aide que les étudiants de FRANCE peuvent leur apporter n'est rien négligeable.

L'UNEF prendra toute sa place dans ce combat pour la démocratie et la souveraineté, bien au-delà des simples déclarations de principe.

SAMEDI 28 MARS 1987

INTERVENTION DE L'U.N.E.F. AUX ETATS GENEVAUX (St Denis)

En ce qui me concerne, avant de commencer, je ne dirai pas ce que vous avez à faire. Mais au nom de l'UNEF, je tiens avant tout à saluer ici tous les délégués présents à ces Etats Généraux de l'enseignement supérieur.

Des dizaines de milliers d'étudiants ont pris part dans leur faculté, à un large débat sans précédent. On en est très loin de la démobilisation tant élargie par certains médias, qu'elle semble souhaitée. Leur rêve est heureusement loin de la réalité. Les propositions issues des assises locales démontrent la richesse et la diversité de la réflexion sur l'université.

De ce point de vue essentiel, les Etats Généraux sont pleinement légitimes et constituent bien le prolongement du mouvement de novembre et de décembre 1986. Placés sous le signe de la transformation de nos conditions de vie, d'études et de formations, nous en attendons beaucoup. Il est temps de dégager des perspectives d'action pour le mouvement. Les enjeux sont grands, pour notre avenir et pour l'ensemble de la société.

La situation l'exige.

Le contenu des assises locales, les origines mêmes du mouvement l'an dernier ont un dénominateur commun : la crise universitaire. C'est de cela, de notre combat contre elle qu'il faut débattre tous ensemble. D'ailleurs, personne ne s'y trompe.

Les intimidations du pouvoir, les insultes d'un Pandraud, toujours partant pour casser de l'étudiant, visent à tuer dans l'oeuf notre aspiration profonde à vivre et à étudier autrement.

Certains, comme le journal LE MONDE, trouvent les Etats Généraux fleurant bon le passé. L'avenir, c'est celui qu'on nous présente à la Villette : un paradis universitaire, une orgie télématique livrés aux sponsors et aux banques, renforcant la sélection sociale, plaçant l'université dans le cadre d'une intégration européenne.

Si c'est cela l'université de demain, nous on a déjà répondu. C'était à l'automne, contre le projet Devaquet. Et on avait dit "NON !".

Nous on dit, "faculté ouverte aux enfants de travailleurs."

L'analyse de l'état de nos facultés est accablante. Il faut maintenant aller plus loin, gagner sur nos revendications, faire cesser tous les valets de l'élitisme, du ministère à nos facultés.

Car nous le disons, depuis le lendemain du retrait du projet Devaquet, les problèmes demeurent. Et Chirac répète de plus en plus haut, fort et souvent que le projet Devaquet doit passer sous une forme ou une autre.

Tels le décret Valade sur les CROUS, l'augmentation des loyers en cité universitaire, la diminution des budgets des universités, le développement de filières d'élite de type magistère.

Il est donc urgent de répondre à ces provocations. La lutte en sera la voie la plus efficace. Déjà la faculté de lettres de Nice s'est mise en grève au mois de février. Les étudiants en médecine réagissent contre le projet Darzsch.

Les étudiants bougent, quand il s'agit de leurs droits aux études. Il étaient plusieurs milliers dans les rues, dimanche dernier, à manifester à l'appel de l'UNEF pour le réengagement de l'Etat dans la sécurité sociale, renouant en cela avec l'esprit du mouvement qui avait souci de faire converger nos luttes avec celles des travailleurs.

(2)

A partir de la réflexion développée ici même durant ces trois jours, des objectifs clairs, précis, simples devront sortir, pour dynamiser la mobilisation.

La question des moyens de l'enseignement supérieur demeure le principal instrument du gouvernement pour mettre en place un projet Devaquet. Depuis plusieurs années, l'Etat se désengage des universités.

Parallèlement, pour la première fois en 1987, on dépense plus pour l'armement que pour l'éducation nationale, alors que la possibilité d'un désarmement bombes atomiques".

On le voit donc, l'argent existe. L'UNEF appelle tous les étudiants à réagir sur cette question centrale. La session de printemps de l'assemblée nationale débute jeudi prochain, 2 avril. Il faut que l'Etat se réengage dans l'enseignement supérieur pour une politique de développement de nos formations, pour lutter contre la sélection sociale. Il faut que nous gagnions un collectif budgétaire.

Les Etats Généraux constituent un tremplin à nos revendications et à nos luttes. Rien ne finit avec eux. Au contraire. C'est pour cela que l'UNEF a pris une part active dans leur préparation. C'est pour cette raison que nous continuerons. Dans le respect et l'indépendance du mouvement. Car elle furent les garanties de son efficacité et de la réussite des Etats Généraux.

L'indépendance, ce fut, c'est la volonté de décider pleinement nous-mêmes. Rien ne finit avec eux. Au contraire. C'est celle de tous les étudiants, syndiqués ou non, sur la base d'accords majoritaires vers des objectifs définis en commun. Des comités de grèves majoritaires de vigilance ou de défiance, celle unité s'est toujours faite, en prenant en considération les pluralismes d'idées ou les divergences de fond qui sont parfois apparues, pour la très grande majorité des étudiants ne se reconnaissent dans aucune organisation.

Nous n'avons jamais fait et n'entendons jamais faire de la question de la syndicalisation un préalable à l'action unitaire. Dans la période, toutes les énergies sont nécessaires, il n'y en a pas de trop. Des formes nouvelles sont peut-être à trouver pour continuer la lutte pour transformer l'université. Les Etats Généraux, les étudiants dans leur faculté proposeront et décideront. Nous sommes prêts à répondre à toute initiative d'action.

La réunification en un syndicat unique est-elle la réponse à apporter; est-ce l'aboutissement du mouvement ?

Il n'y en a pas eu besoin pour battre Devaquet. Il n'y en a pas eu besoin pour réussir nos Etats Généraux. Parce qu'à chaque fois, c'est bien le rassemblement de la grande masse des étudiants, non syndiqués pour leur grande part, qui a eu lieu.

Poser la question de la réunification comme un préalable à tout mouvement transformateur de l'université, où tous nous aurions notre mot à dire et notre place à prendre, c'est poser la question en terme d'appareils. Ce qui ne favoriserait en aucune façon l'essor d'un grand syndicat étudiant, puisque la grande majorité des étudiants ne se sentirait pas concernée. Ce qui ne ferait ici même, libre cours à un débat où les passions prendraient le dessus à la raison. Le risque majeur serait alors de ne plus débattre de l'université qu'il nous faut : les Etats Généraux, le mouvement commencé à l'automne se ralentit alors gravement compromis.

Nous sommes au moment de décider de la suite qu'on veut donner à notre mouvement.

Pour l'UNEF, toutes les structures que se sont données les étudiants pour contribuer au débat et à l'analyse, quand elles ont fonctionné, ont montré leur capacité. Elles sont une force de propositions importantes pour donner élan à l'action des étudiants sur leurs problèmes quotidiens.

Dans le même temps, toute la somme des travaux des Etats Généraux doit être rendue publique à l'ensemble des étudiants et au M.E.N. dans le cadre de la concertation que Monory proposait à la suite du mouvement.

Avec ces Etats Généraux, nous avons maintenant toutes les cartes en mains pour faire du neuf à l'université. Reste à créer dans nos facultés l'indispensable rapport de force pour imposer nos choix.

Ces choix, cette université que nous voulons et pour laquelle nous sommes réunis ici, personne ne pourra nous les imposer personne non plus, dans les hautes sphères, ne nous les octroiera gentiment pour nous faire plaisir, parce que nous savons ce qu'il faut attendre du pouvoir en place.

Mais aussi, soyons clairs, ces choix, personne n'a le droit de les négocier, de les marchander dans le dos des étudiants. Ces choix, qui sont nos choix, comme en décembre, il n'y a que par l'action, que par la lutte que nous les imposons, que nous les gagnerons.

(Intervention faite par
Marc ROSSETTI
Trésorier administrateur)

ANNEES ESTUDIANTINES

Se cotoyer dans les amphithéâtres,
Écouter l'enseignement souverain,
Mais aussi parfois les propos saumâtres
D'un rhéteur au ton volontiers badin.

Flirter avec le savant Pythagore,
S'abreuver des vers du grand Baudelaire,
Pratiquer l'ascèse à l'école du sport,
Toucher l'ordinateur et ses mystères.

S'escrimer à parler un autre langage,
Pour tenter de faire plus vrai que nature,
Trembler à l'approche des contrôles sauvages,
Et puis ne pas trop songer au futur.

Déclencher une grève au cours de l'hiver,
Pour défendre un avenir compromis,
Malgré les injonctions plus que sévères
Éructées par un ministre hors de lui.

Partager des soirées inénarrables
Que viennent ponctuer des débats épiques,
Et des déclarations interminables
Qui feront des lendemains romantiques.

Voilà comment se forment bon an mal an,
Ceux qui dès demain tiendront les leviers,
Issus de ces pépinières d'étudiants,
Qui à vingt ans restent fidèles aux cahiers...

Dans les airs tournoyant
Les charognards sont là
Ils attendent, patients
Qu'apparaisse leur proie.

Sur vingt-et-une commissions
Ils choisirent la treize
Et les voici qui foncent
Vers elle avec aise.

Leurs yeux déformés
Ne voient que charpie
Leurs narines dilatées
Les rend fous, les rend ivres.

Emmenant des lambeaux
Qu'ils auront arrachés
Ils les montrent comme drapeau
Comme preuve des faits.

Ainsi les médias
Se sont focalisés
Sur l'un des débats
Qu'ils avaient engendré.

Par étroitesse d'esprit
Ils ont tous, hormis un
Loupé l'scoop de leur vie
A chacun son gagn'pain?

Il y a deux mois, dès l'annonce du Projet Barzach, l'UNEF a clairement condamné le contenu élitiste et rétrograde de ce projet qui introduit une discrimination dans la formation des futurs médecins; dans le sens de la mise en place d'une médecine à deux vitesses.

C'est pourquoi aujourd'hui, l'Union Nationale des Etudiants de France réaffirme son soutien total et inconditionnel à votre mouvement.

Si nos syndiqués, dans les C.H.U. s'y sont engagés pleinement depuis le début, et voyant que le gouvernement compte sur le relatif isolement du mouvement de médecine pour faire adopter le projet, l'UNEF, lors de sa Conférence Nationale des 11 et 12 avril dernier a appelé l'ensemble de ses Associations Générales d'Etudiants à organiser dans les universités un soutien actif à votre mouvement.

Seule une mobilisation de l'ensemble des étudiants, comme à l'automne dernier permettra de faire céder le gouvernement.

A ce sujet, un appel de l'UNEF aux étudiants de France se diffuse actuellement dans les universités, une pétition de soutien circule également.

L'UNEF s'associera, dans le respect de l'indépendance de votre mouvement à toutes les formes d'actions que vous jugerez utiles.

En effet, le projet Barzach-Valade ne tient pas du hasard, ni à un changement de termes, mais se situe totalement dans la logique de la politique universitaire déjà rejetée l'automne dernier. On s'en souvient, Chirac le disait quelques semaines après le mouvement, que son projet Devaquet s'appliquerait d'une manière ou d'une autre.

On le voit, aujourd'hui, notamment avec le décret Valade du 4 mars sur la privatisation des C.R.O.U.S., la circulaire Philippe qui tend à substituer le critère de mérite aux critères sociaux, pour ce qui est de l'attribution des bourses, le choix d'investir dans l'armée plutôt que dans nos Facs. A dire, choisir la destruction plutôt que la formation

à l'heure où l'asphyxie financière menace directement nos universités. D'autant qu'aujourd'hui cette politique vient d'obtenir un soutien inespéré de la part du respectable Professeur Schwartz (Président du Comité National d'Evaluation mis en place par Chevènement), qui non seulement reprend l'esprit du projet Devaquet, mais va en l'aggravant : proposition de droits d'inscription à 1000 francs (frais d'inscription de l'ordre de 3000 francs), sélection au lycée dès la 1^{ère}, la création de D.E.U.G. à deux vitesses, et surtout la suppression des diplômes nationaux, établissant ainsi une hiérarchie entre les universités (soit, pour les étudiants en médecine, un internant par C.H.U.).

Au-delà du système universitaire, ce projet Barzach-Valade s'inscrit dans la logique globale de restructuration du système de santé sur lequel Seguin a d'ores et déjà ouvert le feu :

- suppression de la franchise postale
- augmentation du forfait hospitalier
- suppression de la 26^{ème} maladie
- remboursement à 40% des médicaments dits... "de confort",
- suppression du 100% pour les maladies secondaires avec introduction du critère de gravité de la maladie.

Ce qu'il y a de plus insupportable dans ces projets, c'est qu'ils mettent dos à dos face à la santé ceux qui ont les moyens et ceux qui ne les ont pas.

Pour parler plus franchement, il s'agit de mettre en place une médecine de qualité pour les riches et une médecine au rabais pour les autres.

On le voit déjà dans le projet Barzach, avec la mise en place d'internes jouissant d'une réelle formation et la grande masse des étudiants destinée au résidanat.

C'est aussi le cas avec la réforme hospitalière qui réintroduit le privé dans les hôpitaux et qui renforce le pouvoir des chefs de service.

L'enjeu de votre lutte, c'est donc bien la santé de toute la population.

Cela nous concerne tous, et c'est pourquoi l'UNEF met et continuera à mettre tout en oeuvre dans le respect de l'indépendance de votre mouvement, pour qu'il aboutisse, pour le retrait total sans report ni amendement du projet Barzach-Valade.

A L'Académie de Médecine,
le 25 MAI 1987.

SEMINAIRE SYSTEME ACADEMIQUE ET ACCES

Le bureau d'information des étudiants d'Europe de l'ouest (Wesib) a organisé ce séminaire du 28 au 31 Mai à Stockholm.

Les sujets traités ont permis un approfondissement dans l'analyse des Unions Nationales présentes sur des questions telles que le contenu et l'organisation des cours, Education et Marché du Travail, et sur les projets européens actuels pour l'enseignement supérieur.

Les participants ont fait part de leur inquiétude vis à vis des critères choisis pour la mise en place de ces projets qui se veulent "de coopération"; notamment sur la question de la mise en niveau des droits d'inscriptions et des équivalences de diplômes.

Les délégués présents, ont soutenu l'idée d'une coopération élargie à des pays non membres de la CEE et aux pays socialistes.

Des dispositions ont été prises pour élargir notre information sur les conditions dans lesquelles ce projet est avancé (mesure de sélection, privatisation etc...).

En partant du constat de l'inexistence de toute prise en compte de la vie des étudiants, de toute concertation voire de la démarche technocratique et autoritaire de la CEE, les délégués ont fait connaître leur intention de s'adresser aux autorités concernées dans cette affaire, ne permettant aucune attaque contre notre droit aux études.

La délégation UNEF présente à ce séminaire était composée de Pierre BARBANCEY, et Obey AMENT secrétaire national.



Quelques participants au meeting consultatif de l'U.I.E., organisé par l'UNEF et l'UIE à Serbonne (Yonne), les 11 et 12 mai 87.

Debout, à partir de la gauche :

B.HERMAN, FDJ (ROA); V.PLASKIN, SC (URSS); E.DAHLI (FINLANDE); FEDOROV, UIE; A.GEORGIU, POFNE (CHYPRE); O.NADORA, CSUV (TCHÉCOSLOVAQUIE); A.PARDO, CEEHC (ESPAGNE); V.VALCHEV, NSCB (BULGARIE); P.KENZENPIS, POFNE (CHYPRE); L.DEVIGNE, FEF (BELGIQUE); C.VALOR, CEAE (ESPAGNE); P.POOT, FEEF (BELGIQUE);

Assis, à partir de la gauche :

O.AMENT, UNEF (FRANCE); Mikhaïl VANTOSCOU, UASCR (ROUMANIE); J.SKALA, Président de l'UIE; S.KAANAN, UNES (SUISSE); P.HEGARTY, USI (IRLANDE); B.CANTY, Directeur du WESIB; Geert MAREELS, ISRC; Frédérique LEBRUN, UNEF (FRANCE).